REPUBLIQUE FRANCAISE DEPARTEMENT HAUTE-GARONNE Arrondissement de Muret Canton de Portet sur Garonne	PROCES VERBAL DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DE PINS-JUSTARET
---	---

NOMBRE DE MEMBRES			SEANCE du 13 décembre 2023
Afférents au Conseil Municipal	En exercice	Qui ont pris part à la délibération	L'an deux mille vingt-trois et le treize décembre à dix-huit heures Le Conseil Municipal de la commune de Pins-Justaret, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Philippe GUERRIOT, Maire.
<u>27</u>	27	<u>24</u>	
Date de la convocation			
7 décembre 2023			

Etaient présents

Mesdames GAMBET, TARDIEU, MARTIN-RECUR, PEREZ, COMBA, ABADIE, LAFONT, MARTY, SAUVAGE (à partir de 18 h 15 et jusqu'à 19 h 45), RAHIN, VIOLTON, BESOMBES, COUESNON (jusqu'à 19 h 45)

Messieurs GUERRIOT, GAROUSTE, RENOUX, BONTEMPS (à partir de 18 h 04), CARRIERE (jusqu'à 19 h 40), PERON, MORANDIN, CHARRON, BERGONZAT

Procurations

M. GOUSSET avait donné procuration à Mme TARDIEU
 Mme PRADERE avait donné procuration à M. MORANDIN
 Mme BEGUE avait donné procuration à M. CHARRON

Absents

M. PIRIOU
 M. MIJOLE
 M. BONTEMPS (jusqu'à 18 h 04)
 Mme SAUVAGE (jusqu'à 18 h 15 et à partir de 19 h 45)
 M. CARRIERE (à partir de 19 h 40)
 Mme COUESNON (à partir de 19 h 45)

Le quorum étant atteint et l'assemblée pouvant valablement délibérer, Monsieur le Maire ouvre la séance à 18 h 01.

Arrivée de M. BONTEMPS à 18 h 04.

M. le Maire : Je vous propose d'élire Stéphanie MARTIN-RECUR comme secrétaire de séance pour la séance de ce soir. Y a-t-il des objections ? Merci.

Mme MARTIN-RECUR a été élue secrétaire de séance à l'unanimité (23 voix pour).

Alors, avant d'approuver le PV de la séance du Conseil précédent du 27 septembre, je vous signale qu'on va être obligés de retirer la délibération 22, puisque le CST nous a demandé plus de délais en nous posant des questions. C'est donc une délibération qu'on représentera au prochain Conseil, puisque le sujet n'a pas eu le temps d'être traité.

Voilà. Sur la séance du 27 septembre, est-ce qu'il y a des choses particulières par rapport au PV ? S'il n'y a rien, je propose de l'adopter. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci.

Le procès-verbal de la séance du 27/09/2023 est adopté à la majorité (22 voix pour et 1 abstention Mme LAFONT).

Je vous rappelle que la séance est enregistrée. Donc, avant de prendre la parole, merci de dire votre nom, pour que la personne qui fait la transcription puisse savoir qui a pris la parole.

OK. Donc, si vous en êtes d'accord, je vous propose d'attaquer l'ordre du jour. Donc, on a trois délibérations sur le SIVOM SAGE que Claudine va vous présenter.

DELIBERATION N°2023-05-01

RAPPORT D'ACTIVITE DU SAGe 2022

L'article L 5211-39 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que les EPCI établissent chaque année un rapport d'activité qui est adressé à l'ensemble des Communes membres aux fins de présentation à leurs Conseils Municipaux.

En application de ces dispositions le SAGe a adressé à la Commune le rapport d'activité 2022.

Ce rapport est consultable en Mairie et a été adressé sous forme dématérialisée aux membres du Conseil.

Le Conseil est appelé à prendre acte de la présentation du rapport.

Mme GAMBET : Bien, vous aviez reçu le rapport d'activité du SAGE. Nous avons pensé que ça serait une version intégrale. Je voulais vous présenter un petit peu les éléments importants, avec la carte qui vous indique le nombre de communes qui sont adhérentes au SAGE.

Peut-on passer ? En 2022, il y a eu des flux qui sont importants et qui ont notamment affecté la station d'épuration de notre Commune. Donc, ça a vraiment augmenté la pression de coûts, et surtout, pas mal de projets et d'opérations dans le projet de transfert des eaux usées de Portet-sur-Garonne et à la station d'épuration de Cugnaux. Donc, c'est une des parties de ce programme qui affecte les communes de Portet-sur-Garonne, etc. Donc, il y a deux actions. Une partie va aller vers Cugnaux et une petite partie, donc, Lacroix-Falgarde, va venir sur notre station d'épuration de façon provisoire, puisqu'ensuite, ça sera transféré sur Labarthe-sur-Lèze. Donc, ensuite, toujours des travaux importants, puisqu'il y a une réorganisation des stations d'épuration, donc, avec la constitution d'une grande station d'épuration à Labarthe. Donc, ils concernent déjà le transfert de Eaunes et ultérieurement le transfert et la suppression de notre station d'épuration. Tout ça pour des qualités de traitement des eaux supérieures. Plus les stations sont grandes et plus elles sont mises à jour et elles tiennent compte du progrès de la technique pour le filtrage. Et enfin, la montée en puissance des équilibrages, c'est important parce que ça permet d'avoir moins de problèmes sur les eaux.

Mme MARTY : La station d'épuration, du coup, dont tu parlais, ça va être quand le... ?

Mme GAMBET : On n'a pas encore des dates. Vous avez le tarif qui est facturé avec le tarif moyen de facture. Donc, il faut regarder les 20 Communes, parce qu'ensuite, on en a trois autres qui ont intégré récemment. Donc, voilà l'évolution du prix du mètre cube. Donc, ça se situe en moyenne des différentes collectivités dans l'agglomération toulousaine et au-delà. Donc, on est plutôt bien placé au niveau du prix. OK ?

Au niveau des recettes, vous voyez qu'il y a une augmentation de recettes qui est logique, pas de grosses différences. Donc, il y a une augmentation de la population et une augmentation des tarifs qui fait que, voilà, les recettes augmentent normalement. Et là, le taux d'impayé, donc, c'est quelque chose qui importe au syndicat, c'est qu'il y a de moins en moins d'impayés non recouverts.

Suivante. Au niveau des données financières, donc, vous avez en détail dans le rapport, vous voyez qu'il y a une augmentation importante, il y a eu une augmentation des investissements très importante, et de ce fait, une certaine augmentation des emprunts, avec aujourd'hui une durée d'extinction de la dette exprimée en année de 7,8. Et c'est aujourd'hui... Vu les investissements qui ont été faits récemment, je pense qu'on restera de toute façon en dessous des 8 années, c'est l'objectif en tout cas. On est vraiment sur un pic en 2022.

Mme GAMBET : On va passer aux données de l'eau potable. Donc, sur l'eau potable, le périmètre n'est pas tout à fait le même. On devrait avoir la carte, au-dessous. Alors, c'est important le nombre de communes qui adhèrent au syndicat parce qu'il y a vraiment une certaine connexion des réseaux, de sécurisation des réseaux. Donc, aujourd'hui, il y a beaucoup d'interconnexions. Donc, le syndicat, entre autres, travaille à ces interconnexions de manière à ce que s'il y a des soucis de qualité ou d'approvisionnement, il puisse avoir une garantie de fourniture aux communes. Alors, les faits marquants de 2022 : augmentation des coûts, celle qu'on a connue due à la crise, des changements techniques, donc, changement de désinfectant à l'usine de Roques, qui a amélioré nettement la qualité d'eau du robinet, des travaux sur les châteaux d'eau et, bien sûr, la poursuite et la fin, d'ailleurs, des travaux de l'usine qui vient d'être ouverte à Saubens. Donc, usine de production d'eau à Saubens avec des techniques modernes. Ensuite, les recherches de fuites, Donc, ça, c'est aussi un élément important par rapport aux problèmes de climat et d'environnement. Et, enfin, on va lire ça dans le nouveau règlement de service et ça, c'est juste pour clarifier un certain nombre de choses.

La qualité de l'eau, bon, je passe aussi sur tous les indicateurs qui sont dans le rapport. Donc, je vous indique les points de vigilance. Donc, la température de l'eau, ça ne vous surprendra pas, mais qui a des impacts, effectivement, sur la désinfection et l'obligation de surveiller de plus en plus la désinfection. L'équilibre atome carbonique et l'eau agressive, c'est pour les réseaux. Et puis, le chlorure de vinyle, donc, vous savez que, enfin, on a peu de canalisations qui sont de ce type. Actuellement, on a un problème de détérioration, voilà.

Sur les données financières, vous avez les mêmes données que tout à l'heure, donc, l'évolution des recettes et les taux d'impayés qui sont relativement stabilisés. Il y a eu un bon effort de fait un moment, mais il y a un peu un regain de problèmes là-dessus.

Suivant, on a là aussi, donc, une année 2022 tout à fait exceptionnelle avec notre très grosse opération de l'usine de Saubens, avec à la clé, quand même, un bon nombre de subventions. Donc, je me tourne vers Nathalie MARTY, qui sait que l'Agence de l'eau a largement subventionné cette usine qui vient d'ouvrir.

Mme MARTY : Oui.

Mme GAMBET : Voilà, je crois que c'est le dernier. Donc, je vous propose de prendre acte de la présentation du rapport. Ceci n'est pas la présentation du rapport, c'est un résumé. On voit un peu de quoi il s'agit.

Mme MARTY : Moi, je voulais juste dire, donc, les deux ou trois rapports, enfin, les trois rapports qu'on a, c'est quand même un document, enfin, ce sont des documents qui sont quand même très bien faits, avec beaucoup d'informations, et donc, on peut quand même avoir, pour la Commune aussi, des informations importantes. Donc, je tenais à le dire, parce que pour les gens qui ont fait ce travail au sein du SAGE et du syndicat, c'est bien qu'il y ait un retour aussi, peut-être des élus. Alors, il est très complet, il y a beaucoup de pages, effectivement. Il y a plus de 40 pages, voire 80, je pense, sur un des rapports. Mais on a quand même, on peut aller piocher pas mal d'informations intéressantes. Donc, je pense que c'est bien de leur dire que c'est un rapport qui est quand même assez bien fait.

M. le Maire : On a la chance d'avoir un syndicat qui est bien géré, qui continue à investir par rapport à de grands groupes comme la Lyonnaise, alors que là, c'est une entreprise à taille humaine. Et c'est vrai qu'il y a un territoire sur lequel ils s'investissent beaucoup, et ils sont très

réactifs, en fait, quand il y a des pannes, quand il y a des fuites. Donc, on a un bon taux de service, et c'est vrai que c'est plutôt appréciable. Voilà, sur l'ensemble du rapport, je vous propose de voter. Donc, qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci.

Le Conseil municipal,

A l'unanimité (24 voix pour),

PREND ACTE de la présentation du rapport annuel d'activité 2022 du SAGE.

DELIBERATION N°2023-05-02

**RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE
DE L'EAU POTABLE 2022**

En 2022 c'est le SIVOM SAGe qui a exercé la compétence Eau Potable pour la Commune de Pins-Justaret.

En application de l'article L2224-5 du CGCT, la collectivité à qui a été délégué l'exercice du service public doit produire un rapport annuel sur le prix et la qualité du service (RAPQS) dont les contenus sont précisés aux articles D2224-1 à D2224-5 du CGCT.

Ce rapport doit ensuite être présenté au Conseil Municipal.

Le SIVOM SAGe ayant adressé le RAPQS Eau Potable 2022 à la Commune le 06/10/2023, il est proposé au Conseil Municipal de prendre acte de la présentation de ce document.

Mme GAMBET : Bien, et ensuite, le rapport sur le prix et la qualité du service de l'eau potable.

M. le Maire : Donc, effectivement, il y a des augmentations qui ont été liées essentiellement à la hausse du tarif de l'énergie. Donc, malgré tout, ça a été contenu. Et pour cette année, il n'y aura pas de hausse du tarif de l'eau. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci.

Le Conseil municipal,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité (24 voix pour),

PREND ACTE du Rapport Annuel sur le Prix et la Qualité du Service de l'Eau Potable pour 2022 présenté par le SAGe.

DELIBERATION N°2023-05-03

**RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE
DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF DES EAUX USEES 2022**

En 2022 c'est le SIVOM SAGe qui a exercé la compétence Assainissement collectif des eaux usées pour la Commune de Pins-Justaret.

En application de l'article L2224-5 du CGCT, la collectivité à qui a été délégué l'exercice du service public doit produire un rapport annuel sur le prix et la qualité du service (RAPQS) dont les contenus sont précisés aux articles D2224-1 à D2224-5 du CGCT.

Ce rapport doit ensuite être présenté au Conseil Municipal.

Le SIVOM SAGe ayant adressé le RAPQS de l'Assainissement collectif des eaux usées 2022 à la Commune le 06/10/2023, il est proposé au Conseil Municipal de prendre acte de la présentation de ce document.

Mme GAMBET : Et enfin, le rapport sur le prix et la qualité du service de l'assainissement collectif.

M. le Maire : Donc, c'est pareil, il y a une hausse aussi liée à l'énergie et pas de hausse prévue pour cette année. Donc, qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci.

Mme GAMBET : Je voulais rajouter juste un point, qui est important de savoir, parce que ce n'est pas dans tous les syndicats des eaux. Il y a un forfait gratuit. Il y a une première tranche de 20 m³ d'eau, qui est gratuite pour l'eau potable. Ce n'est pas le cas pour les eaux usées.

M. le Maire : C'est appréciable, c'est sûr. Donc, après l'eau, je vous propose de passer à l'électricité, si les deux ne sont pas compatibles.

Mme LAFONT : Juste une question. Est-ce qu'il y a une injonction qu'on essaie de conseiller aux habitants de réduire la consommation d'eau ou pour l'instant, il n'y a pas de... Est-ce qu'ils disent : « c'est normal, ça va, c'est bon » ? Ou est-ce qu'ils disent « essayez de faire des campagnes » ?

Mme GAMBET : Je ne crois pas que le SAGE en tant que tel ait fait des campagnes, mais c'est vrai qu'il y a des campagnes nationales. Les communes ont des actions aussi.

M. le Maire : Ils relèvent les factures et quand il y a une fuite, ils déclarent les fuites.

Le Conseil municipal,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité (24 voix pour),

PREND ACTE du Rapport Annuel sur le Prix et la Qualité du Service de l'Assainissement collectif des eaux usées pour 2022 présenté par le SAGe.

Arrivée de Mme SAUVAGE à 18 h 16

DELIBERATION N°2023-05-04

SDEHG Programme Leds ++2026 – 281 points lumineux

Dans le but de limiter les impacts négatifs sur la biodiversité nocturne et la consommation d'énergie de la Commune entraînant un gaspillage énergétique, la Commune a demandé au SDEHG d'étudier le remplacement de 281 points lumineux résidentiels principalement de type « boules ». Le SDEHG vient d'adresser à la Commune la proposition consécutive à la réalisation de l'APS.

Le projet comprend :

- remplacement de 281 points lumineux résidentiels par un modèle standard.
- l'économie d'énergie pour ces points lumineux serait d'environ 75 % par rapport à la situation actuelle ce qui permet à cout constant de prendre en charge l'annuité sur 12 ans de l'emprunt nécessaire au financement de l'opération.

	Sit. actuelle	Après réno
12 contributions annuelles		9 936 €/an
Factures d'électricité	15 382 €/an	3 908€/an
	-----	-----
Total	15 382 e/an	13 844 €/an

Les annuités versées par la Commune garantissent le bon fonctionnement des appareils rénovés pendant la durée de leur versement. De ce fait, sauf aléa climatique, vandalisme ou travaux sur le réseau, les dépenses de dépannage des appareils d'éclairage publics rénovés le cadre du programme ++ sont prises en charges par le SDEHG pendant 12 ans.

M. le Maire : Sur l'électricité, Vincent ?

M. GAROUSTE : Donc, la délibération suivante vise à remplacer 281 points lumineux sur la Commune, majoritairement de type boule. Le but est de limiter les impacts négatifs sur la biodiversité nocturne et, donc, d'arrêter d'éclairer le ciel, et du coup, de limiter également la consommation d'énergie de la Commune. C'est un gaspillage énergétique important.

Donc, la Commune a adressé au syndicat de l'électricité une demande pour la possibilité de changer ces points lumineux. Donc, c'est l'affaire 6AT323. Donc, la solution qui est proposée, c'est de remplacer ces points lumineux et de les financer par un emprunt qui sera souscrit par les aides. Donc, cet emprunt sera financé par une économie d'énergie. Donc, il sera, il va être estimé de la manière suivante, à partir des consommations annuelles qui existent aujourd'hui. Donc, aujourd'hui, la Commune paye 15 392 euros par an pour les lampadaires concernés par le projet. Et après la mise en place des nouveaux lampadaires, la Commune payera une annuité sur 12 ans qui s'élèvera à 9 936 euros et payera donc également une facture d'électricité qui sera moindre, divisée par 4 environ, et qui s'élèvera à 3 908 euros, soit un total de 13 844 euros. Donc, après le projet, la Commune économisera 1 500 euros par an avec les nouveaux lampadaires, environ. Donc, cette estimation a été chiffrée par le syndicat d'électricité. Et en fait, elle a été chiffrée après constat de l'énergie. Donc, évidemment, comme l'énergie, le coût de l'énergie est assez volatil, il est probable que l'estimation ne soit pas tout à fait juste, mais le syndicat ne peut pas mieux faire. Donc, il est temps également que, sauf aléas climatiques, vandalisme ou travaux sur le réseau, les dépenses de dépannage des appareils qui ont été installés soient rénovées dans le cadre du programme Leds++. Les dépenses d'entretien seront prises en charge par le syndicat dans le cadre d'une garantie qui sera sur les 12 prochains exercices.

Les contributions seront imputées à l'article 6554 de la section de fonctionnement. Quand je dis les contributions, c'est le coût de l'annuité de 9 936 euros. Parce qu'en fait, c'est un emprunt qui est souscrit par le SDEHG et non par la Commune, je le rappelle. Ça sera une contribution que l'on versera au SDEHG chaque année. Voilà un petit peu. Donc, la répartition sera sur plusieurs quartiers : la Hière, la Gare, Bourrassol, le Perrier et puis derrière la Poste. Voilà un petit peu la répartition.

Il faut savoir que dans ces points lumineux, il y aura également des lampadaires qui sont aujourd'hui détériorés et qui sont en attente de réparation depuis plusieurs mois, parfois des années. Donc, le remplacement a été pris en compte par le syndicat, mais il faut savoir que ça prend du temps. Donc, il y a beaucoup d'éclairages sur la Commune qui sont aujourd'hui HS et du coup, ce projet va permettre de remplacer un certain nombre de lampadaires détériorés actuellement.

M. le Maire : Donc, ce que je tiens à rajouter, c'est qu'en théorie, l'État avait prévu que la réglementation change en 2025. Donc, ça veut dire qu'on a un an d'avance par rapport à l'obligation de supprimer les lampadaires. Après, c'est théorique, c'est comme l'adaptation des locaux, c'était 2015 et puis il y a des délais qui viennent allonger derrière le délai. Donc, c'est une idée de mise en ordre. Mais en tout cas, on sera dans les premières communes à remplacer toutes les boules d'un coup. Et c'est mieux que de faire par petits morceaux. Donc, effectivement, ça impacte tous les quartiers puisque des boules, malheureusement, il y en a partout. Voilà, donc, c'est quand même quelque chose de significatif. Au total, c'est plus de 100 000 euros qui restent à la charge de la Commune. Mais c'était nécessaire à la fois en termes d'économie, à la fois en termes d'environnement. Et puis, que chacun y retrouve un confort, effectivement, par rapport aux lampadaires qui sont en panne un petit peu partout, avec du matériel vétuste qu'on ne peut pas réparer parce que les boules, elles datent de 15 ou 20 ans et on ne trouve plus les pièces pour les remplacer. Voilà, s'il y a des questions ?

M. PERON : J'avais quelques questions sur le sujet. Est-ce que c'est un projet consistant à remplacer complètement le lampadaire ou à garder le mât et de changer juste le luminaire.

M. GAROUSTE : Non, on ne peut pas conserver le lampadaire. En fait, ce n'est pas adapté. On ne peut pas brancher un luminaire LED sur les mâts existants. On est obligé de tout remplacer.

M. PERON : D'accord. Et au niveau du planning de travaux, est-ce qu'on sait quand ils sont programmés ?

M. GAROUSTE : Non, on ne sait pas puisqu'en fait, aujourd'hui, on va voter pour ou contre le projet. Et ensuite, on informera le syndicat. Et le syndicat planifiera les travaux avec les entreprises.

M. PERON : D'accord, donc, c'est sur 2024, là ?

M. GAROUSTE : Oui.

M. PERON : Donc, il y a la nécessité de démarrer en 2024, mais on ne sait pas combien de temps ça va durer. Ça peut s'étaler sur un ou deux ans ?

M. GAROUSTE : Oui, on ne sait pas. Ça dépendra des entreprises avec lesquelles le syndicat travaille. Et donc, on est dépendant de leur plan de charge.

M. le Maire : Et de la disponibilité du matériel aussi.

M. GAROUSTE : On est dépendant de ça.

M. PERON : OK.

M. GAROUSTE : De la disponibilité des entreprises et du matériel, en effet.

M. le Maire : Parce qu'on n'est pas les seules communes à... OK. Je vous propose de voter. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci.

Le Conseil municipal,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité (25 voix pour),

APPROUVE le projet de rénovation proposé par le SDEHG pour 281 points lumineux.

PREND EN COMPTE les 12 contributions de 9 936 € annuelles afférentes à ce projet sur les 12 prochains exercices budgétaires de la Commune.

Ces contributions seront imputées à l'article 6554 de la section de fonctionnement

CHARGE le Maire, ou son représentant de signer tous les documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente.

DELIBERATION N°2023-05-05

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE SERVICES
ENTRE LA COMMUNE DE PINS-JUSTARET
ET LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU MURETAIN
POUR L'ENTRETIEN DES VOIRIES COMMUNALES
HORS CHEMINS RURAUX
Renouvellement à compter du 1er janvier 2024**

VU la délibération du Conseil Communautaire du 8 avril 2010, n° 2010.010, portant redéfinition de l'intérêt communautaire de la compétence voirie et déclarant que sont d'intérêt communautaire « les voiries communales hors chemins ruraux » à compter du 1er mai 2010 ;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015, notamment son article 72, codifié à l'article L5211-4-1 II du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU l'article D 5211-16 du CGCT fixant les modalités de remboursement des frais de fonctionnement du service mis à disposition en application du II de l'article L 5211-4-1 ;

Considérant que la structuration des services nécessaires au fonctionnement d'une communauté doit être réglée avec pragmatisme, de manière à ce que les équipes communales actuelles ne soient pas désorganisées, à ce que la continuité des divers services en cause soit assurée dans les conditions de proximité et de disponibilité actuelle, et que ne se constitue pas au niveau de la communauté, de services qui viendraient s'ajouter à ce que savent déjà bien faire les communes ;

Considérant que les communes disposent d'ores et déjà, en interne, de services permettant d'assurer cette assistance ;

Considérant qu'il est en conséquence utile que la communauté puisse utiliser pour les parties de ses compétences pour lesquelles les besoins de proximité et de disponibilité l'exigent, les services des communes moyennant remboursement à ces dernières des sommes correspondantes ;

VU le décret n° 2011-515 du 10 mai 2011 relatif au calcul des modalités de remboursement des frais de fonctionnement des services mis à disposition dans le cadre de l'article L. 5211-4-1 du code général des collectivités territoriales ;

VU l'avis du CTP placé auprès du Centre Départemental de Gestion de la Haute-Garonne en date du 08/11/2022 ;

Sur proposition de Monsieur le Maire,

M. le Maire : Après, on a une autre délibération classique qu'on fait chaque année pour la voirie.

M. GAROUSTE : Oui, voilà. Donc, c'est pour la réalisation de petits travaux sur la voirie. Du coup, les services techniques de la Commune, grâce à cette convention, peuvent réaliser de petits travaux sur la voirie. De l'enrobé à froid pour boucher les trous des nids de poule par exemple. Donc, c'est une convention de mise à disposition des services de la Commune de Pins-Justaret au bénéfice du Muretain Agglo pour l'exercice de la compétence voirie, donc, pour l'année 2024. Donc, c'est un renouvellement de cette convention qui est votée chaque année par la Commune, d'ailleurs. Ce qui permet aux agents communaux d'intervenir pour faire de petits travaux d'entretien de voirie dans le cadre de cette compétence. Ces prestations, elles seront remboursées chaque année et répercutées dans le bilan annuel d'exercice de la Commune. Ce bilan est réalisé par le Muretain Agglo. Voilà, c'est une convention classique qu'on renouvelle chaque année.

M. le Maire : OK, je vous propose de voter. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci.

Le Conseil Municipal

A l'unanimité (25 voix pour),

APPROUVE les termes du projet de convention de mise à disposition des services qui sera signée entre le Muretain Agglo et la commune de Pins-Justaret, sur le fondement de l'article L 5211-4-1 II du CGCT, ainsi que les annexes 1 et 2 ;

PRECISE que la convention entre la commune de Pins-Justaret et le Muretain Agglo sera conclue pour une durée d'un an, soit du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2024 ;

APPROUVE les conditions financières fixées dans les articles 5 et 6 de ce projet de convention qui prévoient le remboursement par la Communauté d'Agglomération à la commune de Pins-Justaret des dépenses d'entretien du matériel et des services mis à disposition ;

PRECISE que les crédits sont inscrits au budget communal ;

PREND ACTE qu'un dispositif de suivi de l'application de ces conventions sera mis en place conformément à l'article 12 du projet de convention ;

AUTORISE M. le Maire, ou à défaut son représentant, à signer la convention avec le Muretain Agglo et toutes pièces se rapportant à l'exécution de la présente délibération.

DELIBERATION N°2023-05-06

NOUVELLE CONVENTION AVEC LE MURETAIN AGGLOMERATION POUR MISE A DISPOSITION DES LOCAUX SCOLAIRES POUR LES ALAE ET ALSH

En 2008 les Communes et le Muretain Agglomération ont conclu une convention de mise à disposition des locaux scolaires dont la Commune est propriétaire pour le fonctionnement des ALAE, des garderies périscolaires et des ALSH.

Chaque année, un avenant à cette convention était passé pour mettre à jour la liste des locaux utilisés, cela servait notamment au Muretain Agglomération pour assurer les activités menées dans ce cadre sous son autorité. L'avenant n°9 à la convention d'origine avait été approuvé par délibération du 30 novembre 2016.

Pour faire suite à la fusion et à la réorganisation des compétences, le Muretain Agglomération a proposé de passer une nouvelle convention dont la durée était calquée sur celle de l'exercice de la compétence en question. Celle-ci a été adoptée par délibération du CM du 29 mars 2018.

Par délibération 2018-07-04 le Conseil Municipal de décembre 2018 avait approuvé un premier avenant à cette seconde convention puis le Conseil municipal de novembre 2022 avait approuvé un second avenant.

Le Muretain Agglo a souhaité repartir cette année sur une troisième et nouvelle convention à compter de la rentrée scolaire 2023.

Il est proposé au Conseil d'approuver cette nouvelle convention et d'autoriser le Maire à la signer

M. le Maire : On a une délibération aussi pour la mise à disposition des locaux des ALAE. Audrey, la parole est à vous.

Mme TARDIEU : Il existe une convention de mise à disposition des locaux scolaires entre les communes et le Muretain Agglomération. Donc, chaque année, un avenant est établi pour mettre à jour la liste des locaux occupés et les heures mises à disposition. Donc, le Conseil Municipal du 29 mars 2018 a approuvé une nouvelle convention dont la durée était calquée sur l'exercice de la compétence. Par délibération 2018-07-04, le Conseil municipal de décembre 2018 avait approuvé un premier avenant à cette convention, puis le Conseil municipal de novembre 2022 avait approuvé un second avenant.

Le Muretain Agglo a souhaité repartir cette année sur une nouvelle convention à compter de la rentrée scolaire 2024. Donc, il est proposé au Conseil d'approuver cette nouvelle convention et d'autoriser le Maire à la signer.

M. le Maire : Sandrine LAFONT.

Mme LAFONT : En gros, cette nouvelle convention, qu'est-ce qu'elle a ? Est-ce qu'il y a quelque chose de nouveau ?

M. le Maire : Chaque année, ça a dû être...

Mme LAFONT : Non, mais là, il est précisé qu'on fait une nouvelle... Est-ce qu'il y a des choses qui changent ou c'est juste... ?

Mme TARDIEU : Non, alors pour aujourd'hui, effectivement, il n'y a pas de changement.

Mme LAFONT : Et du coup, par rapport au chantier des ALAE comme il y a les algécos qui sont dans la convention, est-ce que la date à laquelle on s'attend à avoir le nouveau bâtiment – du coup, il y aura un avenant – mais j'en profite pour demander quand est-ce qu'on espère supprimer les algécos ?

M. le Maire : (Passage inaudible 24:18)

Mme COMBA : Donc, ça veut dire que quand les ALAE seront disponibles, il faudra refaire tout l'avenant, mais avec toujours les...

M. le Maire : On met à disposition les locaux de l'ALAE, quels qu'ils soient.

M. PERON : Ce qui fait la différence, c'est que chaque entité d'un bâtiment est précisée. Je tiens à faire remarquer que ces algécos ne sont pas utilisés à usage préférentiel étant donné la présence d'amiante. Dans ce cadre, j'aurais préféré que la convention le précise et mentionne que cet accord sera modifié à date, à partir de la mise en production.

M. le Maire : S'il n'y a pas d'autres questions, je propose de voter. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci.

Le Conseil municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Après en avoir délibéré,

A la majorité (24 voix pour et 1 contre PERON),

APPROUVE le projet de nouvelle convention ci-joint à conclure avec le Muretain Agglomération pour la mise à disposition des locaux scolaires pour les ALAE, garderies périscolaires et ALSH.

AUTORISE Monsieur le Maire signer la convention et à prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ABROGE ET REMPLACE la convention adoptée par délibération du 29/03/2018 et les deux avenants de décembre 2018 et novembre 2022.

DELIBERATION N°2023-05-07

Autorisation d'engager, de liquider, mandater les dépenses d'investissement avant le vote du budget primitif 2024

L'article L1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, précise que dans le cas où le budget de la collectivité n'a pas été voté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité est en droit de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, liquider et mandater les dépenses de fonctionnement, dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Pour ce qui concerne des dépenses d'investissement, l'exécutif peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits au budget de l'exercice précédent, c'est-à-dire non seulement les dépenses inscrites aux budgets primitifs et aux budgets supplémentaires, mais également celles inscrites dans les décisions modificatives.

Le budget primitif 2024 devant être voté en mars ou avril, il est proposé d'autoriser l'exécutif à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement dans les limites indiquées ci-après :

	<i>Chapitres</i>	<i>Désignation chapitres de dépenses</i>	<i>Rappel Budget 2023</i>	<i>Montant autorisé (max. 25 %)</i>
	20	Immobilisations incorporelles	116 123.12 €	29 030.78 €
Budget Principal	204	Subventions d'équipement versées	773 078.00 €	193 269.50 €
	21	Immobilisations corporelles	1 765 344.92 €	441 336.23 €
	23	Immobilisations en cours	1 406 102.50 €	351 525.63€

M. le Maire : Ensuite, on a deux délibérations qu'on prend aussi chaque année. Donc, sur l'autorisation d'engager, de liquider et de mandater les dépenses d'investissement avant le vote du budget primitif 2024, Nathalie.

Mme RAHIN : Donc, l'article L1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales précise que dans le cas où le budget de la collectivité n'a pas été voté avant le premier janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité est en droit de mettre en recouvrement les créances et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de fonctionnement, dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

En ce qui concerne des dépenses d'investissement, l'exécutif peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits au budget de l'exercice précédent, c'est-à-dire non seulement les dépenses inscrites aux budgets primitifs et aux budgets supplémentaires, mais également celles inscrites dans les décisions modificatives.

Le budget primitif devant être voté en mars ou avril, il est proposé d'autoriser l'exécutif à engager, à liquider et à mandater les dépenses d'investissement des chapitres 20, 204, 21 et 23 dans les limites indiquées ci-dessus. Donc, les chapitres 20, 204, 21 et 23 étant les immobilisations incorporelles, les immobilisations corporelles, les immobilisations en cours et les subventions.

M. le Maire : Donc, c'est une décision classique, c'est pour ne pas faire comme aux États-Unis, à se retrouver sans budget en début d'année. La même chose est faite au niveau du Parlement aussi pour qu'il y ait une continuité de l'État et pour ne pas bloquer les crédits, notamment des salaires et de l'investissement. S'il y a des questions...

Mme LAFONT : J'avais déjà fait la même remarque. Je trouve qu'on vote le budget très tard. Donc, vous avez déjà expliqué, mais on est vraiment dans les dates limites et moi, je trouverais bien qu'on essaie d'avancer un petit peu, ce qui ne change rien sur le fait qu'on aurait une autorisation avant.

M. le Maire : Ce n'est pas possible, parce qu'il faut avoir le compte de résultat avant de voter le budget. Par exemple, le Muretain Agglo vote le budget avant d'avoir le résultat. Et je trouve que ce n'est pas bien, parce que le résultat est quand même déterminant pour le budget. Et sans avoir connaissance du résultat, voter un budget, moi je trouve ça aberrant, donc, je préfère attendre.

Et donc, on ne changera pas les dates.

Mme LAFONT : Je comprends les arguments, mais c'est un choix.

M. le Maire : C'est un choix rationnel.

Mme LAFONT : Voilà. C'est un choix.

M. GAROUSTE : On a connaissance des différentes données. On est notifié des dotations quelques jours avant d'envoyer la convocation pour le vote du budget.

Donc, on attend vraiment d'être sûr d'avoir les bonnes dotations de l'État pour finaliser le budget 2024. Et les dotations, on les a fin mars.

On va avoir la convocation de la première semaine d'avril pour un vote le 10 ou 15 avril. Je n'ai pas la date exacte. Donc, on attend vraiment les notifications de l'État avec les bonnes dotations qui sont l'un des budgets quand même importants de la Commune, le plus important de la Commune.

M. le Maire : En tout cas, on ne détourne pas par rapport à ce qui a été fait avant dans la Commune.

C'est le même calendrier. Par rapport aux autres Communes, c'est le même calendrier. OK.

M. PERON : Pardon, j'avais une question au niveau du compte de résultat. Normalement, au niveau comptable, on peut avoir un bilan, on va dire, quelques mois par anticipation.

M. le Maire : On n'est pas en compta public.

Mme RAHIN : En privé. On n'est pas en compta privée.

M. le Maire : On n'est pas en compta privée.

M. PERON : Donc, la question est : « est-ce que ce type de possibilités se fait au niveau public ? »

M. le Maire : Si tu trouves une Commune qui le fait, tu me le dis. OK. Je propose de voter. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci.

Le Conseil Municipal,

Sur proposition du Maire,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité (25 voix pour),

AURORISE le Maire à engager, à liquider, mandater les dépenses d'investissement avant le vote du budget 2024 dans les limites mentionnées dans le tableau ci-dessus.

DELIBERATION N°2023-05-08

ACOMPTE SUR SUBVENTION AU CCAS 2024

Il est proposé d'octroyer, dans l'attente du vote de la totalité de la subvention lors du vote du Budget primitif, un acompte sur subvention au centre Communal d'Action Sociale afin qu'il puisse faire face à ses besoins de trésorerie.

Pour mémoire, la somme versée au CCAS au titre de la subvention 2023 était de 10 000 €,

Il vous est proposé de verser un acompte de 25 % de la subvention 2023 soit 2 500 €,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2121-29 et L2122-1,

Considérant les besoins de trésorerie du CCAS,

M. le Maire : Pareil pour le CCAS.

Mme RAHIN : Donc, le budget annuel du CCAS est de faible importance et la recette est essentiellement assurée par la subvention de la Commune. Donc, la trésorerie du CCAS reste, elle aussi, assez faible au cours de l'année, mais elle est particulièrement faible en début d'année budgétaire. Donc, pour éviter de se trouver dans une situation de trésorerie tendue face aux dépenses, il est proposé d'autoriser à verser, avant le vote du budget de la Commune et du CCAS, un acompte sur la subvention annuelle de 25 % de la subvention 2023, qui était de 10 000 euros, soit un montant de 2 500 euros.

M. le Maire : OK. S'il n'y a pas de questions, je propose de voter. Qui est contre ? Qui s'abstient ?
Merci.

Le Conseil Municipal,

Sur proposition du Maire,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité (25 voix pour),

DECIDE d'octroyer au CCAS de la Commune un acompte sur subvention de 2 500 € au titre de l'année 2024.

DELIBERATION N°2023-05-09

CREATION D'UN BUDGET ANNEXE PRODUCTION ET COMMERCIALISATION D'ENR

La Commune porte au budget 2024 le projet de création d'une centrale solaire photovoltaïque en autoconsommation collective avec revente du surplus à EDF Obligation d'Achat.

Cette activité est considérée comme étant constitutive d'un Service Public Industriel et Commercial (SPIC) et est donc soumise à l'obligation de suivi en comptabilité de type M4 et doit faire l'objet d'un budget annexe. La création d'un budget annexe relève de la compétence du Conseil Municipal et doit intervenir avant le 31/12 de l'année précédant la création effective du dit budget.

L'article 88 de la Loi 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergie renouvelable à bien prévue que cette obligation soit supprimée pour les installations inférieures à un certain seuil, mais celui-ci n'est pas encore fixé.

Par défaut, il sera donc proposé au Conseil Municipal de décider du principe de création du budget annexe production, distribution et commercialisation d'Energie renouvelable au 01/01/2024.

La délibération permettra d'engager les démarches administratives indispensables à la création et à la préparation du futur budget.

Il est précisé que la discussion sur le contenu de ce budget se tiendra normalement dans le cadre du Débat sur les Orientations Budgétaires puis que le budget sera voté en même temps que le budget principal.

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'instruction M 14,

Vu l'avis de la commission des finances réunie le 4 décembre 2023,

M. le Maire : Le point suivant, c'est une nouveauté, par contre, pour le budget 2024.

Mme RAHIN : La question porte sur le principe de création d'un budget annexe pour l'activité de production et de commercialisation d'énergie renouvelable.

Donc, la Commune porte au budget 2024 le projet de création d'une centrale solaire photovoltaïque en autoconsommation collective avec revente du surplus à EDF Obligation d'achat. Cette activité est considérée comme étant constitutive d'un service public industriel et commercial, et est donc soumise à l'obligation d'un suivi en comptabilité de type M4 et doit faire l'objet d'un budget annexe.

La création d'un budget annexe relève de la compétence du Conseil municipal, mais doit intervenir avant le 31 décembre de l'année précédant la création effective du dit budget. Donc, pour le mettre au budget 2024, il faut le voter en 2023.

L'article 88 de la Loi 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergie renouvelable a prévu que cette obligation soit supprimée pour les installations inférieures à un certain seuil, mais celui-ci n'est pas encore fixé.

Par défaut, il est proposé au Conseil municipal de décider du principe de création du budget annexe, production, distribution et commercialisation d'énergie renouvelable au 1er janvier 2024.

La délibération permettra d'engager les démarches administratives indispensables à la création et la préparation du futur budget. Il est précisé que la discussion sur le contenu de ce budget se tiendra normalement dans le cadre du débat sur les orientations budgétaires, puisque le budget sera voté en même temps que le budget principal.

M. le Maire : Voilà, donc, sur ce projet, effectivement, c'est la production de l'électricité par les panneaux solaires sur les bâtiments des ateliers municipaux. On a prévu de renforcer la toiture, et donc, le renfort de toiture va avoir lieu à partir de janvier. Et donc, on disposera de panneaux solaires, comme sur le bâtiment des ALAE et les deux seront groupés dans la production d'énergie en passant en tarif jaune. On estime être en autosuffisance au moins à 50 % du besoin de la Commune quand on aura fait ce projet. Et la revente d'électricité, effectivement, pendant l'été, puisque l'été, on a moins de consommation, puisque les deux bâtiments ne sont pas occupés.

Mme MARTY : Ça me fait rebondir, parce que vous nous avez envoyé un document avec les durées de garantie de l'onduleur et des panneaux photovoltaïques qu'on vous a demandé la fois dernière. Donc, pour ce nouveau projet, parce qu'on a trouvé quand même très court...

M. le Maire : Nous, on n'est pas des techniciens. Si vous êtes meilleurs que les bureaux d'études, il faut le dire.

Mme MARTY : Attends, Philippe...

Mme LAFONT : inaudible

M. le Maire : Mais moi, je n'en sais rien entre le délai de garantie et le délai effectif de production. Moi, concernant cette question, je ne suis pas technicien.

Mme MARTY : Est-ce que je peux poser ma question, s'il te plaît ?

M. le Maire : En tout cas, moi, je n'ai pas la réponse.

Mme MARTY : Philippe, est-ce que je peux poser ma question ? Merci. Donc, c'était juste pour dire, ce qu'on se rend compte, effectivement, c'est que ça a l'air de ceux qui sont connus pour les ALAE, on est quand même assez court, même quand on fait des devis pour du privé. On nous propose des garanties plus longues. Est-ce qu'il y aura le même...

M. le Maire : Déjà, entre du matériel pour les particuliers et pour les collectivités, ce n'est pas les mêmes durées. Moi, je vends du matériel pour les professionnels et pour les particuliers, ce n'est pas les mêmes durées, parce que le mode d'utilisation n'est pas le même. Donc, forcément, il y a des différences de garantie. Et si vous savez plus que les bureaux d'études, en tout cas, moi, je ne répondrai pas à la question. Moi, je ne suis pas un technicien. On vous fera répondre à la question par les bureaux d'études. Je pense que ce n'est pas une question qui importe au niveau du Conseil municipal, le temps de garantie. Mais si vous pensez que c'est important, je vous laisse poursuivre.

Mme LAFONT : Oui, je pense que oui, c'est important. C'est un choix de la Commune. En fait, il n'est pas nécessaire d'être technicien pour... On vous dit que ce qu'on a acheté pour la Commune sur le toit des ALAE, ce n'est pas des garanties très longues. L'onduleur, c'est à peu près typique. Les panneaux solaires, c'est des durées qui sont vraiment dans les fourchettes basses et l'onduleur aussi. Donc, sur les prochaines interventions...

M. le Maire : On entend vos questionnements, mais je n'ai pas les réponses.

Mme MARTY : Mais on ne te demande pas une réponse, on fait une remarque en disant...

M. le Maire : C'est bien. Vous avez fait une remarque, c'est bien.

Mme MARTY : Sur le prochain projet, on le fait tranquille. Ce n'est pas la peine d'être agressif.

M. le Maire : Je ne suis pas agressif. Là, on perd du temps.

Mme MARTY : Non, on ne perd pas du temps. On discute pour le prochain projet.

M. le Maire : Pas technique.

Mme MARTY : Et c'est le même usage.

M. le Maire : On prend des bureaux d'études. Les bureaux d'études, on les paye. Si vous voulez monter un bureau d'études, faites-le. Moi, je n'ai pas la capacité à vous répondre. Donc, stop.

Mme MARTY : En fait, Philippe, on te donne un conseil.

M. le Maire : Mais c'est très bien. On a entendu. Mais ce n'est pas moi qui vous donne le conseil. Vous donnez le conseil à la Commune. Mais là, on perd du temps.

Mme MARTY : Oui, c'est des choix communaux. Quand tu dis l'usage n'est pas le même, le panneau solaire quand il fonctionne sur un toit de maison ou sur un toit d'école, c'est le même

fonctionnement. L'usure est la même. Donc, on est sur du matériel qui est à des garanties plutôt basses. On le signale.

M. le Maire : Amène-le-nous en rapport écrit et puis on verra. Je passe au suivant. C'est une perte de temps.

Un élu : Ce n'est pas une perte de temps.

M. PERON : Afin de pouvoir voter, j'ai besoin de poser une question. Dans ce cadre, il y a une garantie de 15 ans. Vous dites que vous n'êtes pas technique et que pour vous, c'est satisfaisant. La question que je vous pose est la suivante : dans le cadre des ALAE, quelle est la condition que vous demandez au niveau de la durée de vie des panneaux ? Demandez-vous 15 ans, 20 ans ou 25 ans une étude de prix en conséquence ?

Mme RAHIN : Par contre, ce n'est pas en rapport avec la délibération. Ce soir, on pose une question de principe. On ouvre la partie administrative et après, on votera le budget l'année prochaine. On n'est pas sur le contenu, on est sur la partie administrative.

M. le Maire : Et on n'est pas sur la technique non plus.

Mme RAHIN : Donc, on est encore moins sur les durées des panneaux solaires. On n'est pas encore là-dedans. Le projet n'est pas monté.

M. PERON : D'accord. Donc, je prends cette question pour la prochaine délibération qui sera justement sur le vote du budget et la définition de ce que nous mettons dedans.

M. le Maire : OK. Je propose de voter pour le budget annexe.

Mme LAFONT : Je pense qu'on avait une question sur les ateliers, même si ce n'est pas directement parce qu'après, quand ça arrive, on n'a pas le temps de réagir. Sur les ateliers, tu as dit que la structure allait être renforcée. Est-ce qu'on a encore une garantie décennale ou est-ce qu'elle est finie ? On ne savait plus trop ce qu'il en était des ateliers.

M. le Maire : Les ateliers, c'est fini depuis longtemps.

Mme LAFONT : D'accord. Donc, effectivement, je veux renforcer ça. Merci.

M. le Maire : Ça ne rentre pas dans les garanties, dans tous les cas.

Mme XXXX : Non, mais si tu touches quelque chose qui est sous garantie, alors qu'ils ne te l'ont pas dit, alors, tu perds ta garantie. C'est ça l'importance de la remarque.

M. PERON : La formulation, c'est : quel âge a le bâtiment ?

M. GAROUSTE : La décennale est terminée.

M. le Maire : Donc, je propose de voter. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci.

Le Conseil municipal,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité (25 voix pour),

DECIDE la création au 1^{er} janvier 2024 du budget annexe relatif à la Production et à la Commercialisation d'Énergie Renouvelable et sera dénommé « budget annexe Énergies Renouvelables ».

En application des articles L 1412-1 et L 2221-11 du CGCT, le service sera géré par une régie dotée de la seule autonomie financière.

Ce budget disposera de son propre compte 515 et appliquera la nomenclature M4.

La TVA sera liquidée selon une périodicité mensuelle.

Toutes les recettes et dépenses relatives à ce service seront inscrites au budget 2024 de ce budget annexe.

DELEGUE au Maire, ou à son représentant, le soin de prendre toutes les dispositions et de signer tous les documents nécessaires à la mise en œuvre de cette décision.

DELIBERATION N°2023-05-10

MESOLIA – Garantie d'emprunt Opération SIERRA 10 logements

Par courrier du 13 septembre 2023, la société MESOLIA sollicite de la Commune la garantie à hauteur de 50 % de plusieurs emprunts d'un montant global de 775 375.00 € destiné à financer l'opération de 10 logements situés avenue de la Croisette, dans l'opération SIERRA à Pins-Justaret. MESOLIA a sollicité et obtenu du Muretain Agglomération la garantie des 50 % restant.

Les prêts à garantir sont :

- PLUS construction 40 ans d'un montant de 343 277.00 €
- PLUS Foncier 60 ans d'un montant de 162 967.00 €
- PLAI construction 40 ans d'un montant de 165 885.00 €
- PLAI foncier 60 ans d'un montant de 103 246.00 €

La présente garantie est sollicitée dans les conditions fixées ci-dessous.

Vu les articles L 5111-4 et L 5216-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article 2305 du Code civil ;

Vu le Contrat de Prêt N° 150091 en annexe signé entre : MESOLIA HABITAT ci-après l'emprunteur, et la Caisse des dépôts et consignations ;

M. le Maire : MESOLIA, garantie d'emprunt.

Mme RAHIN : Donc, par courrier du 13 septembre 2023, la société MESOLIA sollicite la Commune pour une garantie à hauteur de 50 % de plusieurs emprunts d'un montant global de 775 375 euros destinés à financer l'acquisition de 10 logements en VEFA, six PLUS et PLAI, soit sept T2 et trois T3 dans l'opération SIERRA qui est située rue Sainte-Barbe, à Pins-Justaret.

Donc, MESOLIA a sollicité le Muretain Agglo pour garantir les 50 % restants.

Donc, les prêts à garantir sont :

- un prêt PLUS construction 40 ans d'un montant de 343 277 euros.
- un montant PLUS foncier 60 ans d'un montant de 162 967 euros.

- PLAI construction 40 ans d'un montant de 165 885 euros.
- PLAI foncier 60 ans d'un montant de 103 246 euros.

Il sera proposé au Conseil municipal d'accorder la garantie de la Commune à hauteur de 50 %.

M. le Maire : Donc, ce sont des délibérations classiques qu'on prend toujours pour les valeurs sociales de manière conjointe avec le Muretain Agglo pour garantir les prix des prêts pour que les projets immobiliers puissent sortir. Donc, le projet MESOLIA, qui est contre ?

Mme COMBA : Je voulais vous demander un peu plus de précisions sur les PLUS construction 40 ans, PLUS Foncier 60 ans, tout ça, qu'est-ce que ça veut dire ?

Mme GAMBET : Là, aujourd'hui, en Conseil municipal, on ne te répondra pas. Mais si tu le veux, je t'invite à prendre rendez-vous.

Mme COMBA : OK, parce qu'après, ça fait des sommes importantes quand même.

Mme GAMBET : Il y a différentes catégories de logements et c'est important. Donc, je propose à Claire de voir ce qui existe.

Mme COMBA : Ce sont quand même des sommes importantes à garantir.

Mme LAFONT : On avait la même question que la dernière fois. Forcément, chaque fois, on garantit, ça s'additionne. Vous avez parlé d'un taux là.

M. le Maire : Le taux, il est très loin, et de toute façon, ces opérations régulières, on est bien obligé de les faire sortir. OK. Je vous propose de voter. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci.

Le Conseil municipal,

Après en avoir délibéré,

A la majorité (23 voix pour et 2 abstentions COMBA et MARTY),

APPROUVE les dispositions suivantes :

Article 1 :

Le Conseil Municipal de Pins-Justaret accorde sa garantie à hauteur de 50,00 % pour le remboursement d'un Prêt d'un montant total de 775 375,00 euros souscrit par l'emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de prêt N° 150091 constitué de 4 Ligne(s) du Prêt.

La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de 387 687,50 euros augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de Prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 3 :

Le Conseil s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du Prêt.

AUTORISE le Maire, ou son représentant à signer les pièces nécessaires à la mise en œuvre de la présente.

DELIBERATION N°2023-05-11**PROMOLOGIS – MAINTIEN DE GARANTIES D'EMPRUTS**

PROMOLOGIS S.A. D'HABITATION LOYER MODERE, ci-après l'Emprunteur, a sollicité de la Caisse des dépôts et consignations, qui a accepté, le réaménagement selon de nouvelles caractéristiques financières du (des) prêt(s) référencé(s) en annexe(s) à la présente délibération, initialement garanti(s) par la COMMUNE DE PIN JUSTARET, ci-après le Garant.

En conséquence, le Garant est appelé à délibérer en vue d'apporter sa garantie pour le remboursement de ladite(desdites) Ligne(s) du Prêt Réaménagée(s).

La présente garantie est sollicitée dans les conditions fixées ci-dessous.

Vu les articles L. 2252-1 et L. 2252-2 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article 2305 du code civil ;

M. le Maire : Donc, le point 11 pour PROMOLOGIS. Nathalie.

Mme RAHIN : Demande de maintien de garantie d'emprunt. Par courrier du 9 mai 2023, la société PROMOLOGIS sollicite de la Commune le maintien de la garantie d'emprunt suite à des opérations de réaménagement de dette massive ayant porté sur 685 lignes de prêts et un emprunt de 388 millions avec la Banque des territoires.

Pour la Commune de Pins-Justaret, il s'agit de trois lignes de prêts pour lesquelles la garantie de la Commune avait déjà été accordée et qui sont détaillées dans le tableau joint. Il sera proposé au Conseil municipal d'accorder le maintien de la garantie de la Commune à hauteur de 50 % sur les nouveaux prêts réaménagés.

M. le Maire : Voilà. Vous nous avez demandé le tableau qui n'est pas clair. Mais on n'en a pas d'autres. Le tableau qui a été transmis, c'est celui-là. On n'en a pas d'autres. Donc, on ne vous a pas retransmis le tableau puisqu'on n'en a aucun autre. Donc, effectivement, il faut zoomer pour le voir. Mais il n'y en a pas d'autres. Christopher PERON ?

M. PERON : Du coup, je pose ma question. Par rapport à cette pièce qui était jointe, qui était illisible, on vote à l'aveugle sur ce point ?

M. le Maire : C'est repris ici quand même.

M. PERON : Si on veut consulter le tableau ou cette pièce jointe, on ne peut pas la lire, donc, on vote à l'aveugle ? Ma deuxième question est la suivante : que se passerait-il si la Commune refusait de voter massivement contre cette délibération ?

M. le Maire : On ne peut pas refuser. C'est déjà une délibération qui est conjointe avec le Muretain Agglo.

M. PERON : Du coup, la question, Monsieur le Maire, c'est si le Conseil municipal votait contre, que se passerait-il ?

M. le Maire : Le Conseil municipal ne va pas voter contre. Toi, tu vas peut-être voter contre.

M. PERON : Non. Je vous pose la question.

M. le Maire : Je ne sais pas. Je n'ai pas la réponse. Si on votait contre, on représente au Conseil suivant. Donc, je vous propose de voter. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci.

M. le Maire : Donc, on a une troisième délibération.

Mme LAFONT : Sur le principe, on a envoyé un mail dans les temps en demandant des pièces complémentaires, j'entendais que vous n'avez pas lu, donc, il n'y a pas de souci, on le comprend. Moi, je comprends que c'est un montant équivalent, c'est un réaménagement. Donc, c'est un montant équivalent. Par contre, sur les autres pièces, on ne les a pas non plus.

M. le Maire : On va vous le dire au fur et à mesure. Les pièces qui n'existent pas, on ne peut pas vous les fournir et au fur et à mesure, je vais vous dire les pièces qui n'existent pas. Donc, on ne peut pas vous fournir des pièces qui n'existent pas.

Mme LAFONT : Mais une réponse en nous envoyant les pièces qui existent, les réponses à nos questions.

M. le Maire : Non. Parce que jusqu'à présent quand on vous répond, vous nous renvoyez des questions. Donc, on n'est pas là pour faire du ping-pong avec les mails.

Mme LAFONT : Je crois qu'en termes de documents, vous ne nous avez à peu près jamais rien envoyé, à part les informations sur les ondulateurs et les panneaux la dernière fois.

M. le Maire : Non, parce qu'en fait, je n'ai pas envie de faire du ping-pong avec les mails.

Mme COMBA : Mais ce n'est pas possible. Dans les temps impartis, ce n'est pas possible de faire du ping-pong avec les mails.

M. le Maire : Demandez à Vincent le nombre de mails qu'il reçoit pour la Commission de travaux et des questions sur des questions et des questions sur des re-questions. Ce n'est pas possible.

Mme COMBA : Non, mais là, on n'est pas sur la Commission de travaux. On est sur cette question. Lorsqu'on vous l'a envoyée, vous ne nous avez pas répondu.

M. le Maire : Moi, je n'ai pas envie de faire du ping-pong avec les mails.

Mme COMBA : Mais on ne peut pas faire du ping-pong avec les mails en 48 heures, ce n'est pas possible. En 48 heures, c'est impossible.

M. le Maire : Mais si.

M. PERON : Lorsque vous nous envoyez des délibérations dans le délai le plus court possible, comme ça, nous avons très peu de temps pour réagir. Nous avons 48 heures pour poser les questions sur lesquelles vous devez vous prononcer. La question est : est-ce que vous avez pris le choix, Monsieur le Maire, de ne pas nous répondre ?

M. le Maire : Non, mais les documents n'existent pas. Je vais vous répondre. En fait, les documents n'existent pas. On ne peut pas vous envoyer des documents qui n'existent pas.

M. PERON : Pas de problème.

Le Conseil municipal,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité (25 voix pour),

DECIDE

Article 1 :

Le Garant réitère sa garantie pour le remboursement de chaque Ligne du Prêt Réaménagée, initialement contractée par l'Emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les conditions définies à l'article 2 et référencée(s) à l'Annexe "Caractéristiques Financières des Lignes du Prêt Réaménagées".

La garantie est accordée pour chaque Ligne du Prêt Réaménagée, à hauteur de la quotité indiquée à l'Annexe précitée, et ce jusqu'au complet remboursement des sommes dues (en principal, majoré des intérêts, intérêts compensateurs ou différés, y compris toutes commissions, pénalités ou indemnités pouvant être dues notamment en cas de remboursement anticipé) ou les intérêts moratoires qu'il aurait encourus au titre du(des) prêt(s) réaménagé(s).

Article 2 :

Les nouvelles caractéristiques financières des Lignes de Prêt Réaménagées sont indiquées, pour chacune d'entre elles, à l'Annexe "Caractéristiques Financières des Lignes du Prêt Réaménagées" qui fait partie intégrante de la présente délibération.

Concernant les Lignes du Prêt Réaménagées à taux révisables indexées sur le taux du Livret A, le taux du Livret A effectivement appliqué auxdites Lignes du Prêt Réaménagées sera celui en vigueur à la date de valeur du réaménagement.

Les caractéristiques financières modifiées s'appliquent à chaque Ligne du Prêt Réaménagée référencée à l'Annexe à compter de la date d'effet de l'avenant constatant le réaménagement, et ce jusqu'au complet remboursement des sommes dues.

A titre indicatif, le taux du Livret A au 30/12/2022 est de 2,00 % ;

Article 3 :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale de chaque Ligne du Prêt Réaménagée jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, le Garant s'engage à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 4 :

Le conseil s'engage jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour en couvrir les charges.

AUTORISE le Maire, ou son représentant à signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de la présente.

DELIBERATION N°2023-05-12

Cité Jardins – Garantie d'emprunt- Modificatif

Par courrier du 17 avril 2023, la société la Cité Jardins avait sollicité de la Commune la garantie à hauteur de 50 % de plusieurs emprunts d'un montant global de 4 428 855.00 € destiné à financer l'opération de construction de 46 logements (26 PLUS et 20 PLAI) située rue de la Poste à Pins-Justaret. Cité Jardins a sollicité le Muretain Agglomération pour garantir les 50 % restant.

Le prêt à garantir, numéro 144 877 réalisé auprès de la CDC comporte les différentes lignes suivantes :

- PLAI 40 ans d'un montant de 1 348 976 €
- PLAI Foncier 80 ans d'un montant de 417 243 €
- PLUS 40 ans d'un montant de 1 852 207 €
- PLUS Foncier 80 ans d'un montant de 511 429 €
- Prêt HBB 20 ans d'un montant de 299 000 €

Par délibération 2023-03-14, le Conseil Municipal du 31 mai 2023 avait accordé la garantie de la Commune sur ces emprunts.

A réception de la délibération la Banques des Territoires a indiqué à Cité Jardins que la formulation de l'article 1 de la délibération n'était pas conforme au nouveau modèle exigé par l'établissement. Cité jardins a donc sollicité la Commune en date du 28 novembre pour modifier la délibération en utilisant le nouveau modèle d'article 1.

Il sera donc proposé au Conseil Municipal de prendre une nouvelle délibération, abrogeant la précédente et la remplaçant pour accorder la garantie de la Commune à hauteur de 50 % sur ces prêts qui n'ont pas été modifiés.

La présente garantie est sollicitée dans les conditions fixées ci-dessous.

Vu les articles L 2252-1 et L 2252-2 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article 2305 du Code civil ;

Vu le Contrat de Prêt N° 144877 en annexe signé entre : SA HLM LA CITE JARDINS ci-après l'emprunteur, et la Caisse des dépôts et consignations ;

Mme RAHIN : Cité Jardins demande de garantie d'emprunt, abrogation et remplacement de la délibération du Conseil municipal du 31 mai 2023. Par courrier du 17 avril, la société de la Cité Jardins sollicite de la Commune la garantie à hauteur de 50 % de plusieurs emprunts d'un montant global de 4 428 855 euros, destinés à financer l'opération de construction de 46 logements, donc, 26 PLUS et 20 PLAI, située rue de la Poste à Pins-Justaret. La Cité Jardins a sollicité le Muretain Agglo pour garantir les 50 % restants.

Le prêt à garantir numéro 143 877 réalisé auprès de la CDC comporte les différentes lignes suivantes :

- PLAI 40 ans d'un montant de 1 348 976 euros
- PLAI Foncier 80 ans d'un montant de 417 243 euros
- PLUS 40 ans d'un montant de 1 852 207 euros
- PLUS Foncier 80 ans d'un montant de 511 429 euros
- Prêt HBB 20 ans d'un montant de 299 000 euros.

Par les délibérations 2023, du 14 mars 2023, le Conseil municipal du 31 mai 2023 avait accordé la garantie de la Commune sur ces emprunts.

À la réception de la délibération, la Banque des Territoires a indiqué à Cité Jardins que la formulation de l'article 1 de la délibération n'était pas conforme au nouveau modèle exigé par l'établissement.

Cité Jardins a donc sollicité à nouveau la Commune en date du 28 novembre pour modifier la délibération en utilisant le nouveau modèle de l'article 1. Il sera donc proposé au Conseil municipal de prendre une nouvelle délibération abrogeant la précédente et la remplaçant pour accorder la garantie de la Commune à hauteur de 50 % sur ces prêts qui n'ont pas été modifiés.

On revoit ce qu'on a déjà dit.

M. le Maire : OK. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci.

Le Conseil municipal,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité (25 voix pour),

DECIDE d'approuver les dispositions ci-après :

Article 1 :

L'assemblée délibérante de COMMUNE DE PINS JUSTARET (31) accorde sa garantie à hauteur de 50,00 % pour le remboursement d'un Prêt d'un montant total de 4 428 855,00 euros souscrit par l'emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de prêt N° 144877 constitué de 5 Ligne(s) du Prêt.

La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de 2214427,50 euros augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de Prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 3 :

Le Conseil s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du Prêt.

AUTORISE le maire, ou son représentant à signer les actes à intervenir dans cette affaire.

PRECISE que la présente délibération abroge la délibération 2023-03-14.

DELIBERATION N°2023-05-13

ADMISSIONS EN NON VALEUR

Mme le Trésorier principal de Muret a transmis des états de demande d'admission en non-valeur. Ils correspondent à des titres des exercices 2013, 2014, 2015, 2017, 2020. Malgré les procédures employées, ces recettes ne pourront être recouvrées.

Il convient pour régulariser la situation budgétaire de la Commune de les admettre en non-valeur à l'article 6451.

Il est proposé au Conseil Municipal d'admettre en non-valeur les 9 titres pour un montant total de 1 402.00 €.

M. le Maire : Donc, admission en non-valeur ce coup-ci.

Mme RAHIN : Et donc, admission en non-valeur. Donc, Madame le Trésorier principal de Muret a transmis les états de demande d'admission en non-valeur. Ils correspondent à des titres des exercices antérieurs 2013, 2014, 2015, 2017 et 2020.

Il convient, pour régulariser la situation budgétaire de la Commune, de les admettre en non-valeur à l'article 6451. Il sera proposé au Conseil municipal d'admettre en non-valeur neuf titres pour un montant de 1 402 euros. Vous l'avez bien compris, ce sont des très petites sommes. Donc, au bout d'un certain moment, la trésorerie...

M. le Maire : Ce sont les créanciers qui vont pouvoir... La trésorerie a été au bout. Les gens ont disparu ou ont déménagé et au bout d'un moment, ils n'arrivent pas à récupérer les sommes. Nous, c'est important de ne pas les garder dans notre budget puisque malheureusement, on ne les encaissera pas.

Je propose de voter, qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci.

Le Conseil municipal,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité (25 voix pour),

ADMET en non-valeur les titres de recettes dont le montant total s'élève à 1 402.00 € répartis comme suit :

-	2013	280.33 €	1 titre
-	2014	791.95 €	5 titres
-	2105	280.82 €	1 titre
-	2017	22.00 €	1 titre
-	2020	26.90 €	1 titre
-	-----		
-	Total	1 402.00 €	9 titres

HABILITE le maire, ou son représentant à prendre toutes les mesures nécessaires et à signer tous les documents utiles à la mise en œuvre de la présente décision.

DELIBERATION N°2023-05-14

COMMISSION D'APPEL D'OFFRE - MODIFICATION

VU le CGCT, et en particulier ses articles L.1414-2, L1411-5 et D.1411-3 à 5, qui prévoient qu'en plus du maire ou de son représentant qui en est membre de droit, la CAO est composée de 5 autres membres titulaires et 5 suppléants élus au scrutin de liste à la représentation proportionnelle au plus fort reste sans panachage ni vote préférentiel.

VU la délibération n°2020-04-09 du 3 juin 2020 portant élection des membres de la Commission d'Appel d'Offres (CAO).

Vu la délibération 2022-02-09 du 6 avril 2022 ayant procédé à la première modification de la CAO,

VU le courrier de M. le Sous-Préfet de Muret en date du 27 avril 2023 acceptant la démission de sa fonction de 2-ème Adjoint au maire et de conseiller municipal demandée par M. Francis ORTIGOZA, conformément à l'article L2122-15 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

CONSIDERANT que la CAO est régie par un principe de représentation proportionnelle au plus fort reste sur la base d'un scrutin de liste et donc que le nombre d'élus sur chaque liste est proportionnel au nombre de voix recueillies par chacune d'elles ;

CONSIDERANT qu'il ne reste plus de candidat disponible sur la liste sur laquelle avait été élu M. Francis ORTIGOZA.

CONSIDERANT que le conseil municipal fixe les conditions des présents remplacements, et au vu de l'article L2121-21 du CGCT qui prévoit qu'il est voté au scrutin secret lorsqu'il y a lieu de procéder à une nomination ou à une présentation, mais que le conseil municipal peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin, ce qui n'est pas le cas en l'espèce. M. le Maire propose à l'Assemblée d'acter à l'unanimité de ne pas procéder au scrutin secret :

CONSIDERANT que M. Francis ORTIGOZA, avait été élu, délégué titulaires de la Commission d'Appel d'Offres (CAO) et il convient désormais de procéder à son remplacement comme titulaire ;

M. le Maire propose à l'assemblée la candidature déclarée suivante : Mme Nathalie MARTY

M. le Maire : Modification de la Commission d'appel d'offres.

Mme RAHIN : Les articles L1414-2, L1411-5 et D1411-3 à 5 du CGCT prévoient qu'en plus du maire ou de son représentant qui en est membre de droit, la CAO est composée de cinq autres membres titulaires et de cinq suppléants élus au scrutin de liste à la représentation proportionnelle au plus fort reste, sans panachage ni vote préférentiel.

Par courrier de Monsieur le Sous-Préfet de Muret, en date du 27 avril 2023, la démission de sa fonction de deuxième adjoint au Maire et de conseiller municipal demandée par Monsieur Francis ORTIGOZA, conformément à l'article L2122-15 du Code général des collectivités territoriales, a été acceptée. Il est donc nécessaire d'assurer son remplacement à la CAO. Il ne reste plus de candidats disponibles sur la liste sur laquelle avait été élu Monsieur Francis ORTIGOZA. Il faut donc élire un nouveau membre.

La CAO est régie par un principe de représentation proportionnelle au plus fort reste sur la base d'un scrutin de liste et donc que le nombre d'élus sur chaque liste est proportionnel au nombre de voix recueillies par chacune d'elles.

Le Conseil municipal fixe les conditions des présents remplacements. Et au vu de l'article L2121-21 du CGCT qui prévoit qu'il est voté au scrutin secret lorsqu'il y a lieu de procéder à une nomination ou à une présentation, mais que le Conseil municipal peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin, ce qui n'est pas le cas en l'espèce. Monsieur le Maire propose à l'Assemblée d'acter à l'unanimité de ne pas proposer au scrutin secret.

Il sera proposé à l'Assemblée la candidature déclarée suivante, Madame MARTY, et de procéder à l'élection du remplaçant de Monsieur ORTIGOZA comme troisième titulaire à la CAO. Considérant que Madame MARTY était quatrième suppléante, il y a lieu de procéder à son remplacement. La candidature déclarée est celle de Madame LAFONT. Merci.

Mme LAFONT : Il me semble que quand Francis a démissionné, il était dans plusieurs commissions. Pourquoi le remplace-t-on à la CAO maintenant et pas à l'époque ? Il me semble qu'on a étudié la question.

M. le Maire : Parce que la procédure est un peu plus longue.

Mme XXXX : Un oubli ?

M. le Maire : Non, la procédure est un peu plus complexe. Je propose de voter. Donc, qui est contre ?

Mme XXXX : Non, il faut voter d'abord sur le fait que cela n'est pas à bulletin secret.

M. le Maire : Ce n'est pas à bulletin secret, ça fait gagner du temps. Qui est contre après sur l'élection ? Qui s'abstient ? Merci.

Le Conseil municipal,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité (25 voix pour),

DECIDE de ne pas procéder au scrutin secret pour cette désignation.

A l'unanimité (25 voix pour),

ELIT comme membre Titulaire à la CAO Mme Nathalie MARTY.

Considérant que Mme Nathalie MARTY était 4° suppléante, il y a lieu de procéder à son remplacement. La candidature déclarée est celle de Mme Sandrine LAFONT.

A l'unanimité (25 voix pour),

DECIDE de ne pas procéder au scrutin secret pour cette désignation.

A l'unanimité (25 voix pour),

ELIT comme membre Titulaire à la CAO Mme Nathalie MARTY.

DELIBERATION N°2023-05-15**Subvention exceptionnelle – Terpsichore**

Les subventions courantes aux associations sont votées dans le cadre du budget principal.

Les subventions exceptionnelles font l'objet d'une délibération spécifique.

L'association Terpsichore avait effectué une demande de subvention exceptionnelle pour l'achat de Costumes en vue du spectacle de fin d'année.

Lors de l'examen des demandes de subventions il avait été décidé de donner une suite favorable à cette demande pour un montant de 200 €.

L'animation ayant bien lieu il convient de délibérer pour attribuer définitivement ladite subvention.

M. le Maire : Catherine, sur Terpsichore.

Mme PEREZ : Donc, l'association Terpsichore avait effectué une demande de subvention exceptionnelle pour l'achat de costumes en vue du spectacle de fin d'année, au mois de juin. Lors de l'examen des demandes de subvention, il avait décidé de donner une suite favorable à cette demande pour un montant de 200 euros. L'animation ayant bien eu lieu, il convient de délibérer pour attribuer définitivement ladite subvention.

Il est proposé au Conseil municipal de décider d'une subvention exceptionnelle destinée à contribuer à l'achat de costumes d'un montant de 200 euros pour l'association Terpsichore.

M. le Maire : Je propose de voter. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci.

Le Conseil municipal,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité (25 voix pour),

DECIDE d'attribuer d'une subvention exceptionnelle destinée à contribuer à l'achat de costumes d'un montant de 200 € pour l'association Terpsichore.

CHARGE le Maire, ou son représentant de signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de la présente.

DELIBERATION N°2023-05-16**APPROBATION DE L'AVENANT A LA CONVENTION POUR
L'ENTENTE « ARTICULE » -
INTEGRATION DE LA COMMUNE DE ROQUES SUR GARONNE**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2121-29, L5221-1 et L.5221-2.

Vu la délibération 2021-04-11 du Conseil Municipal approuvant la nouvelle convention d'Entente Articule en date du 1^o juillet 2021 associant les communes d'Eaunes, Labarthe-sur-Lèze, Lagardelle-sur-Lèze, Roquettes et Pins-Justaret, dénommée « Articule », afin de favoriser :

- L'harmonisation des programmations culturelles des communes en proposant de manière libre l'organisation d'actions mutualisées telles que le Printemps de la Petite Enfance. Les communes resteront libres de participer ou pas à des actions mutualisées. L'objectif est d'inciter le déplacement des populations sur les actions sur le bassin de vie. Les actions mutualisées seront débattues lors des Conférences et seront choisies en concordance avec les moyens humains et financiers de chaque commune.
- La mise en place de commandes groupées pour divers petits travaux (par exemple, création de supports de communication communs) et pour les équipements culturels des communes concernées (par exemple, matériel pour recouvrir les livres),
- Le prêt de matériel d'animation (kamishibai, tapis de lectures, expositions, scénographies...),
- La mise en commun, le partage de pratiques professionnelles et les échanges de réseaux dans le champ culturel entre les communes concernées.

Vu la délibération du Conseil Municipal de la Commune de Roques-sur Garonne en date du 11 juillet 2022 demandant à intégrer l'entente.

Vu les débats tenus en conférence de l'entente le 06/06/2023 et le 14/11/2023.

Il est proposé au Conseil Municipal de se prononcer favorablement sur l'entrée de Roques au sein de l'Entente et d'approuver l'avenant à la convention actuelle pour acter cette entrée.

Mme PEREZ : La Commune est membre depuis la création de l'entente « Articule » qui regroupe actuellement cinq communes : Labarthe-sur-Lèze, Eaunes, Roquettes, Lagardelle-sur-Lèze et Pins-Justaret, au cours d'action culturelle.

La Commune de Roques a délibéré le 11 juillet 2022 pour faire part de son souhait de rejoindre l'entente « Articule ». Cette demande a été abordée lors des deux dernières conférences de l'entente du 6 juin 2023 et du 14 novembre 2023 et les membres ont convenu de solliciter l'avis des conseils municipaux des membres actuels sur cette demande.

Il sera donc proposé au Conseil municipal de donner un avis favorable à l'entrée de Roques-sur-Garonne au sein de l'entente « Articule » et d'approuver le projet d'avenant à la convention d'entente actant cette entrée et modifiant la date d'échéance de l'entente « Articule » au 30 juin 2027.

M. le Maire : Sur l'entente « Articule », je vous propose de voter. Qui est contre ? Qui s'abstient ?
Merci.

Le Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité (25 voix pour),

APPROUVE l'entrée de la Commune de Roques-Sur-Garonne dans l'entente Articule,

APPROUVE le projet d'avenant à la convention actant cette intégration,

AUTORISE Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer l'avenant convention d'entente intercommunale.

DONNE tous pouvoirs au Maire, ou à son représentant, pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

DELIBERATION N°2023-05-17

DECLASSEMENT D'UN DELAISSE IMPASSE PEDENAU

Le Maire expose qu'une portion en impasse de la voirie Pédenau, située entre deux propriétés privées, qui ne dessert aucune habitation est utilisée depuis de nombreuses années par M. REZGUI pour le stationnement de ses véhicules.

M. REZGUI a sollicité M. le Maire pour faire l'acquisition de cette portion de voie qui jouxte sa propriété.

Considérant que cette portion de voie constitue un délaissé de voirie et n'est plus affecté à la circulation depuis de nombreuses années,

Considérant que la 1^{ère} partie de cette impasse à conserver dans le domaine public est suffisante pour permettre aux véhicules de collecte des déchets de faire leurs manœuvres.

Considérant qu'elle est classée dans le domaine public de la commune, et qu'il est nécessaire de procéder au déclassement de cette partie de voie désaffectée pour l'intégrer au domaine privé de la commune.

M. le Maire : Claudine ?

Mme GAMBET : Déclassement et désaffectation dans le secteur de Pédenau.

La Commune est propriétaire impasse Pédenau, d'un foncier au fond de l'impasse située entre deux propriétés privées et ne desservant que l'une de ces maison. Le privé Monsieur REZGUI a fait connaître à la Commune son souhait d'acquérir une partie de ce foncier pour stationner son véhicule. J'indique qu'il stationne déjà. Ce foncier n'ayant aucune utilité entre la desserte de cette propriété privée, la Commune a accepté le principe de cette cession.

Il sera donc proposé au Conseil municipal de procéder d'une part au déclassement de cette partie du foncier communal puis d'autre part à la cession de cette emprise pour un volume de 77 m² au prix de 12 euros par m², soit un total de 924 euros à Monsieur REZGUI. Il est précisé que l'acquéreur prendra en charge les frais relatifs à cette transaction.

Pour répondre aux questions que vous avez posées, vous avez demandé si les propriétaires riverains avaient été avertis. Ils ont été avertis au moment de l'intervention du géomètre. J'étais présente comme il est normal à cette rencontre et j'ai vu qu'il n'y avait pas de difficultés avec les propriétaires.

Si oui, ont-ils donné leur accord à la vente ? Ils n'ont pas donné leur rapport à la vente, mais ils n'ont aucune objection. Et enfin, je crois qu'il y avait encore une dernière question. Ah oui, sur le prix.

Mme LAFONT : Sont-ils impactés sur la perte d'une possibilité de passage puisqu'en fait...

Mme GAMBET : Non, il n'y a aucun impact. Il n'y a plus de possibilité de passage. Peut-être qu'un jour... Jadis, il y avait une possibilité de passage, mais qui n'existe plus aujourd'hui.

Mme LAFONT : Imaginons qu'ils vendent et qu'après, les gens qui ont par exemple des enfants, pour sécuriser leurs enfants, veulent une sortie par le passage par derrière leur maison. Et sortir pour que les enfants puissent aller à pied au collège, à l'école et tout ça, pour ne pas sortir sur la rue. Ça sera terminé, cette possibilité.

Mme GAMBET : Je vois, mais là, ça ne donne que sur l'impasse Pédenau, c'est tout.

Mme LAFONT : Non, mais là, le bout de terrain qu'on souhaite acheter, d'après la carte, il va...

M. GAROUSTE : On le vend. C'est barré. C'est fermé.

Mme LAFONT : Mais eux, ils ont mis un grillage. Mais si vous voulez mettre un petit portillon, par exemple.

M. GAROUSTE : Non, ils ont mis un...

Mme LAFONT : Là, tu as un grillage, non ?

M. GAROUSTE : Là, ceux-là, ils ne peuvent plus parce que celui qui rachète, c'est celui-là. Et ils ont coupé le terrain en deux. Donc, ceux-là, ils n'ont plus de possibilité de sortir.

Mme LAFONT : C'est ceux du dessus, voilà.

M. GAROUSTE : Il resterait celui-là. Là, il a fait des cabanes.

Mme LAFONT : Oui, et là, il y a un grillage. Il pourrait faire un portillon.

M. GAROUSTE : En gros, il y a des choses et puis il y a des voitures.

Mme LAFONT : Oui, mais, c'est les voitures du Monsieur qui se gare.

M. GAROUSTE : Après, maintenant, il y a des trottoirs et tout ça.

Mme LAFONT : Non, mais c'est vrai qu'on se pose la question : Imaginons qu'à la revente, on ait un couple plus jeune avec des enfants. Ils pourraient avoir envie, pour sécuriser, de faire sortir les enfants par l'impasse. Nous, nous n'avons aucun intérêt à le garder en fait. Vous nous avez posé la question sur le passage.

M. RENOUX : Effectivement, parce que moi, j'habite à côté. Effectivement, le passage, là, il avait été fait initialement dans le lotissement, parce qu'il était prévu d'interdire que ces deux maisons, elles sortent sur la RD4. Normalement, il devait barrer la sortie, et il devait sortir sur ce bout de...

M. le Maire : ça ne s'est jamais fait et ça ne le sera jamais. Vous nous avez posé la question sur le plan puisque vous voulez avoir le plan du cadastre sur cette parcelle. Cette parcelle, elle n'est pas cadastrée puisque c'est de la voirie. Donc, on n'avait pas d'autre plan à vous donner que celui qui a été fourni.

Mme LAFONT : Non, ce qu'on a demandé comme plan, c'est le plan cadastral. Il n'est pas normal qu'on ne nous donne pas les informations en disant que c'est cette parcelle qui va être vendue à tel voisin, et pas son nom, mais le numéro de la parcelle. Ce n'est pas correct.

M. le Maire : Mais le plan, il était joint.

Mme GAMBET : Il y avait le plan cadastral qui était joint.

Mme LAFONT : Tu vends au 74, au 75 ou au 261 ?

M. GAROUSTE : La 261 n'était pas indiquée comme étant la parcelle de la personne qui fait l'acquisition de la surface.

Mme LAFONT : Si.

Mme GAMBET : Écoutez, on vous répond aujourd'hui.

M. le Maire : Et concernant le prix de vente, c'est le prix qui a été estimé. Donc, 12 euros, c'est le prix de la voirie.

M. PERON : Dès l'acquisition de ce terrain, si la personne décide de clôturer, quelle sera la nature du terrain acheté par cette personne ? Est-ce qu'elle passera à une construction ? Est-ce que le terrain va être bâtissable ?

Mme GAMBET : Ça va être étroit.

M. PERON : La question est que ces 77 mètres carrés récupérés, pour un tarif à 12 euros, permettent à l'heure actuelle de faire une plus-value à 250 euros par mètre carré.

Mme LAFONT : Alors, pourquoi ne pourraient-ils pas le faire ?

M. XXXX : C'est grave

Mme LAFONT : Ça fait 20 000 euros, 77 mètres carrés x 250 euros

Mme GAMBET : Excusez-moi, mais vu le bâti aujourd'hui, c'est une hypothèse complètement invraisemblable.

M. PERON : On ne parle pas d'hypothèse. On parle, techniquement, du PLU.

Mme GAMBET : Écoutez, si vous voulez vous occuper de ce genre de choses...

M. PERON : Non, mais ce tarif de 12 euros n'est pas...

M. le Maire : C'est le prix des domaines.

Mme GAMBET : De toute façon, on ne pourrait pas le vendre plus que... C'est le prix des domaines. On est tenu par le prix des domaines, excusez-moi. De toute façon, les questions ne se posent pas.

M. PERON : Si je pouvais faire une remarque sur ce qui a été dit précédemment. Il y a un véhicule qui stationne, ça fait des années. Quel est l'intérêt de vendre pour 1 000 euros dans ce cas ?

Mme GAMBET : Pour régulariser une situation qui n'est pas normale. Est-ce que vous préférez que nous laissons quelqu'un s'approprier la voie publique pour son propre usage ? Non. Là, au moins, on régularise. Il le paye, il l'achète, et voilà. Au moins, c'est régularisé.

M. PERON : Et il le clôture.

Mme LAFONT : On aurait pu faire une convention d'occupation.

Mme GAMBET : Oui, et qu'on aurait repassé à X conseils municipaux ?

M. le Maire : Je propose de voter.

Mme LAFONT : Je voudrais la confirmation, parce que je ne comprends pas comment... Ça, c'est un terrain qui est constructible. À la fin, il a gagné 77 m² de terrain pour 1 000 euros.

M. GAROUSTE : Tant mieux pour lui.

Mme LAFONT : Juste, je voudrais comprendre. Donc, là, vous m'expliquez qu'on ne peut pas le vendre plus cher, maintenant, il va y avoir un gain substantiel sur sa propriété privée, non ?

Mme GAMBET : Oui.

M. le Maire : On a la même chose avec PROMOLOGIS. PROMOLOGIS vend des terrains qui étaient avant aujourd'hui en espace vert. Et les particuliers, là, ils font une grosse plus-value parce qu'ils ont des parcelles qui sont beaucoup plus importantes.

Mme LAFONT : Mais PROMOLOGIS, ce n'est pas notre responsabilité. Là, c'est la nôtre. J'insiste sur la question.

M. le Maire : Oui, mais on va voter parce que là.

Mme LAFONT : Non, ne votez pas. Le prix qu'on vend, ce truc, est fixé par les domaines ?

Mme GAMBET : Oui.

Mme LAFONT : On ne peut pas le fixer librement ?

Mme GAMBET : Non. On peut toujours avoir une marge sur le domaine et sur le prix. La marge qu'on pourrait avoir, elle est ridicule. Donc, on ne la met pas en œuvre. Mais le prix des domaines s'impose.

M. PERON : Pourriez-vous, suite au Conseil municipal, nous transmettre cette estimation, ce chiffrage, afin de valider l'ensemble et votre bonne foi ?

M. le Maire : Je vous propose de voter. Qui est contre ?

Mme LAFONT : Oui, moi, je suis contre.

M. le Maire : Qui s'abstient ?

Le Conseil municipal,

Après en avoir délibéré,

A la majorité (21 voix pour et 4 contre COMBA, MARTY, PERON, LAFONT),

APPROUVE le déclassement de la portion de voie désaffectée de 77 m² du domaine public communal et son intégration dans le domaine privé de la commune.

CHARGE M le Maire, ou son représentant, de procéder à toutes les démarches nécessaires pour la mise en œuvre de ce déclassement

DELIBERATION N°2023-05-18

Vente du délaissé de voirie impasse Pédenau à M. REZGUI

Le Conseil Municipal a décidé le 13 décembre 2023 du déclassement du domaine public de la portion de voie désaffectée impasse Pédenau en vue de son classement dans le domaine privé de la commune et permettre la vente de cette partie au riverain.

Le service des évaluations domaniales a été sollicité pour déterminer la valeur vénale de ce délaissé de voirie et fixé au prix de 12 euros/m².

Il est proposé au conseil municipal de vendre à M. REZGUI cette portion de voie de 77 m², au prix de 924 euros correspondant à la surface

M. le Maire : Dire des mensonges concernant ce sujet, cela me choque, excusez-moi. Je n'ai pas dit que c'est toi, Sandrine, mais ça me choque.

Mme LAFONT : Non, mais moi je dis, à 12 euros le mètre carré, quand on regarde le prix moyen du terrain, c'est 250 euros le mètre carré.

M. le Maire : Non, mais... Sandrine...

Mme LAFONT : C'est vrai que ça fait 20 000 euros pour la troupe.

M. le Maire : On a expliqué qu'on ne pouvait pas.

Mme LAFONT : D'accord. C'est le prix imposé des domaines.

M. le Maire : Tu as dit que tu mettais en cause notre bonne foi.

M. PERON : Non, j'ai demandé à ce que ce document puisse être fourni parce que ça fait partie du règlement, c'est un domaine, ce n'est pas négociable, ce prix est clair. Donc, ce document aurait pu être transmis en nous expliquant que c'était tel quel, c'est 12 euros. C'est le prix actuel.

M. le Maire : et ne pas douter de notre bonne foi.

Mme LAFONT : On a demandé la justification de ce prix. Je ne suis pas d'accord avec la formulation de Christopher, mais sur le fond, on demande « Pourquoi ce prix ? »

Mme GAMBET : La réponse, c'est parce que c'est le prix du domaine et qu'on ne peut pas le changer. Je cautionne extrêmement mal ces accusations contre l'équipe d'urbanisme et contre le responsable de l'urbanisme que je suis. Donc, voilà. Je voulais le dire parce que je trouve qu'on est vraiment sur des choses qui sont assez choquantes.

Mme LAFONT : Je ne cautionne pas ce qu'a dit Christopher, mais sur le fait qu'on a posé des questions et qu'on n'a pas eu des réponses, et qu'on pose des questions à l'avance, dans les temps, et qu'on n'a pas les réponses, je veux bien qu'on monte sur ses grands chevaux contre nous, mais on pose des questions, on n'a pas les réponses.

M. le Maire : On ne peut pas vous donner des documents qui n'existent pas.

Mme GAMBET : Vous avez obtenu les réponses à vos questions : la justification du prix.

M. PERON : Mon propos était un peu fort, je le reconnais.

Le Conseil municipal

Après en avoir délibéré,

A la majorité (21 voix pour et 4 contre COMBA, MARTY, PERON, LAFONT),

DECIDE d'autoriser la vente de cette portion de voie de l'impasse Pédenau à M. REZGUI au prix de 924 euros.

AUTORISE M. le Maire ou son représentant à signer tous les documents relatifs à cette cession.

DELIBERATION N°2023-05-19

RENOUVELLEMENT DES CONVENTIONS GHIANDONI/QUARANTA

Dans le cadre de son domaine privé, la commune est propriétaire de la parcelle cadastrée AE58 d'une contenance de 358 m². Cette parcelle est grevée d'une servitude pour le passage de réseaux ce qui restreint les possibilités d'utilisation de celle-ci.

Les deux propriétaires riverains situés de part et d'autre de la parcelle avaient émis le souhait sans pour autant en devenir propriétaire de mettre à profit cet espace inutilisé en agrandissant leur jardin.

Pour la Commune, cette formule permettait l'embellissement du quartier en tenant propre cet espace précédemment envahi de végétation.

Le Conseil Municipal dans sa séance du 13 octobre 2011 avait donc pris une délibération 2011-07-04 approuvant un projet de convention à passer avec les deux riverains pour mettre ce terrain à leur disposition. Cette mise à disposition au tarif très bas avait un caractère précaire et était révoquant à tout instant sur simple demande de l'administration communale, qu'elle qu'en soit la cause, ceci sans indemnisation aucune des équipements réalisés.

Les conventions d'une durée de 5 ans, renouvelables sans pouvoir dépasser 10 ans ont été signées en décembre 2011 et ont été prolongées à leur terme pour une durée de 2 ans, soit jusqu'au 31/12/2023. M. SALIEGE ayant vendu sa propriété pendant la durée de cette prolongation, le Conseil Municipal a autorisé M. le Maire à signer un avenant permettant de substituer M. GHIANDONI, nouveau propriétaire, dans les droits et obligations de M. SALIEGE.

Les conventions étant arrivées à leur terme, des échanges ont eu lieu avec les 2 occupants actuels. M. GHIANDONI souhaite continuer à bénéficier de cette mise à disposition. M. QUARANTA est en train de vendre sa propriété. Le futur propriétaire est d'accord pour bénéficier également de cette mise à disposition. Toutefois, tant que la vente n'est pas devenue définitive, M. QUARANTA est favorable au renouvellement de la mise à disposition.

M. le Maire : Convention d'occupation.

Mme GAMBET : Par délibération du 09-11-2022, le Conseil municipal avait approuvé et autorisé la signature de deux avenants aux conventions avec les particuliers Monsieur SALIEGE et

Monsieur QUARANTA pour l'occupation à titre précaire d'une parcelle du domaine privé de la Commune. Ces conventions couraient à l'origine jusqu'au 31 août 2021 et ont été prolongées par l'avenant jusqu'au 31 août 2023. L'un des deux administrés a vendu sa maison au Conseil municipal du 27 septembre 2023 et trouve un nouvel amendement pour en transférer la convention de l'ancien administré, Monsieur SALIEGE au nouveau propriétaire, Monsieur GHIANDONI. Le second propriétaire, Monsieur QUARANTA, est lui aussi en train de vendre sa maison. Les conventions arrivent à échéance au 31 août.

Il est donc proposé au Conseil municipal de proposer aux deux riverains une nouvelle convention d'occupation précaire pour une durée plus courte que la précédente, soit deux ans et sans modification d'autres conditions. Ce sont des choses que nous avons débattues malheureusement déjà un peu trop souvent. Je veux simplement dire que concernant la reconduction de cette convention, nous nous posons la question de son intérêt, mais il y a des réseaux, nous avons besoin d'éclairer la question pour savoir si un jour, nous ne vendons pas aux deux propriétaires pour pouvoir terminer tout simplement cet usage. Donc, il est proposé de voter...

M. le Maire : Qui est contre ?

Mme COMBA : Excusez-moi. Donc, sur cette parcelle, il n'y aurait pas la possibilité de garer des voitures, éventuellement ?

Mme GAMBET : Non. Alors, ce sont des parcelles qui sont vertes, végétalisées. Donc, non, on n'envisage pas d'imperméabiliser pour faire des parkings.

Mme COMBA : On peut ne pas les imperméabiliser et faire des parkings...

Mme GAMBET : Non, c'est un secteur sur lequel ça n'a pas d'intérêt et puis nous n'avons pas l'intention de rajouter des parkings. Je ne sais pas. Par contre, je me souviens qu'on voulait savoir déjà si on pouvait faire des jardins partagés, on a expliqué que c'était trop petit, mal placé, etc. Voilà.

M. le Maire : Il est vrai que c'est bien, comme on disait, de les régulariser, même s'il s'agit de petits montants, puisque ça représente moins de 100 euros.

M. PERON : J'ai une question là-dessus. Pour remonter sur le fait que vous avez... Vous pouvez bénéficier d'une estimation par les domaines. C'est une information intéressante.

Mme GAMBET : Nous ne l'avons pas toujours.

M. PERON : Pas toujours ?

Mme GAMBET : Non.

M. PERON : Est-ce que dans ce cadre, il serait possible de demander une estimation de ce terrain pour savoir quel serait le potentiel de vente ?

M. le Maire : Si on veut le voir, on sera obligés de le demander.

Mme GAMBET : On le fera, mais on ne sait pas. En fait, aujourd'hui, on ne sait pas s'il est vendable parce qu'il y a des réseaux dessous. Donc, pour l'instant, on est en train de le regarder s'il est vendable. Et évidemment, il y aura une demande d'estimation. Ceci dit, les domaines ne donnent pas toujours ce que, des fois, ils nous demandent de faire par comparaison. Ils ne donnent pas toujours une estimation.

M. PERON : D'accord. Je rebondis sur les 12 euros que vous avez mentionnés auparavant.

M. le Maire : OK. Je vous propose de voter sur le point 19. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Le Conseil municipal,

Après en avoir délibéré,

A la majorité (23 voix pour et deux abstentions LAFONT, PERON),

APPROUVE le projet de renouvellement des conventions existantes avec M. GHIANDONI et M. QUARANTA (ou le nouveau propriétaire) pour la mise à disposition de la parcelle AE58 pour une durée de 2 ans à compter du 01/01/2024.

AUTORISE le Maire, ou son représentant, à signer les documents nécessaires et à prendre les dispositions pour la mise en œuvre de la présente.

DELIBERATION N°2023-05-20

COMMISSION URBANISME - MODIFICATION

Le Maire rappelle que dans la séance du 31 mai 2023, le Conseil Municipal a modifié la composition des commissions municipales.

Pour tenir compte de la demande du groupe Pins Justaret Durable de disposer d'un siège à la Commission urbanisme, il est proposé au Conseil de modifier les commissions comme suit :

- Modification du nombre de membres de la Commission Urbanisme (porté de 7 à 8)
- Désignation de Mme Sandrine LAFFONT à la commission Urbanisme.

M. le Maire : Le point 20, la commission urbanisme.

Mme GAMBET : Commission urbanisme. Pour tenir compte de la demande du groupe Pins Justaret Durable de disposer d'un siège à la Commission urbanisme, il est proposé de modifier la composition des commissions municipales comme suit :

- Modification du nombre de membres de la Commission urbanisme (porté de 7 à 8).
- Désignation de Madame Sandrine LAFONT à sa demande à la Commission d'urbanisme.

M. le Maire : Remarque ?

Mme LAFONT : Nous sommes contents de voir la modification de la Commission urbanisme à l'ordre du jour de ce Conseil Municipal. Nous demandons à faire partie de cette Commission depuis plus de 6 mois, le Conseil municipal du 31 mai 2023. Il était écrit dans le PV de ce CM du 31 mai 2023 : « Non, vous n'avez pas le droit d'être dans toutes les commissions. Vous n'y êtes pas pour l'urbanisme. C'est non. »

Nous nous sommes renseignés. Nous avons le droit de demander à siéger dans toutes les commissions. Nous avons réexprimé notre demande au Maire à plusieurs reprises. Nous avons fini par demander conseil à la Préfecture.

Le Sous-préfet de Muret a adressé un courrier à notre Maire le 22 novembre lui rappelant l'obligation pour les Communes de plus de 3 500 habitants, de permettre la représentation des

groupes d'opposition dans toutes les commissions municipales. Le courrier de Monsieur BLONDEL semble avoir ramené notre Maire à la raison. Nous en sommes heureux.

M. le Maire : Alors je vais vous répondre. Le courrier du Préfet, il s'est appuyé sur une seule jurisprudence. Nous, comme on vous l'a dit, on a demandé conseil à notre avocat. Donc, notre avocat est sûr qu'on n'est pas obligé de vous faire entrer dans la Commission. Bien évidemment, il aurait fallu aller au tribunal puisqu'on devait partir au tribunal administratif. Donc, j'ai jugé que le jeu n'en valait pas la chandelle et c'est pour ça que j'ai autorisé cette modification. Mais on aurait pu aller au tribunal et le Préfet, le Sous-préfet n'a pas forcément raison dans ce qu'il écrit. Si on va jusqu'au bout de la jurisprudence, nous, on a beaucoup plus de textes par notre avocat puisqu'on a une note de synthèse. Donc, on n'est pas obligé de le faire. Mais moi je dis, le jeu n'en vaut pas la chandelle. Je n'ai pas envie de payer 2 500 ou 4 500 euros pour aller au tribunal. Donc, on n'a rien à cacher dans les commissions. Si vous voulez siéger, tant mieux, et on va voter sur ce point.

Mme LAFONT : Non, tu n'étais pas obligé d'aller au tribunal administratif pour refuser la Commission parce que le rappel de Monsieur BLONDEL, Sous-préfet de Muret, c'est juste un rappel à la règle qu'il pense être applicable et ça n'est en aucun cas applicable, c'est-à-dire que tu peux très bien ne pas en tenir compte. Nous sommes très heureux que tu en aies tenu compte parce qu'effectivement, sinon, nous serions allés au tribunal.

M. le Maire : Mais le jeu n'en vaut pas la chandelle, c'est ce que je suis en train de vous dire.

Mme LAFONT : C'est un droit qu'on a et que vous nous refusez.

M. le Maire : Non, ce n'est pas un droit. Je vous propose de voter ce point. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Le Conseil municipal,

Après en avoir délibéré,

à la majorité (par 12 voix contre GUERRIOT, TARDIEU, MARTIN-RECUR, GAROUSTE, RENOUX ABADIE, GOUSSET, MORANDIN, CHARRON, BEGUE, BESOMBES, BERGONZAT, 8 abstentions GAMBET, PEREZ, CARRIERE, BONTEMPS, SAUVAGE, RAHIN, PRADERE, VIOLTON et 5 voix pour COMBA, LAFONT, PERON, MARTY, COUESNON) :

REJETTE la proposition,

Les commissions ne sont donc pas modifiées.

Mme LAFONT : Donc, en fait, on va repartir pour un tour, là.

M. le Maire : Non, c'est validé.

Mme LAFONT : Non, vous avez une obligation. Cela doit être sur une liste ou quelque chose comme ça, on n'a pas bien regardé. Donc, on va y revenir. Vous ne pouvez pas la refuser, en fait. Vous n'avez pas le droit de refuser. C'est ridicule, ce n'est pas comme ça que ça marche.

Mme GAMBET : C'est un vote, c'est une délibération.

Mme LAFONT : Non, ce n'est pas une délibération, vous n'avez pas le choix. C'est obligatoire.

Mme GAMBET : Quand on a fait les commissions. On a bien voté pour les membres.

Mme LAFONT : Avec une représentation d'opposition systématiquement. Donc, là, vous jouez. C'est bien. Voilà. On est reparti pour un tour. Bravo.

M. PERON : Non, ce n'est pas une élection.

Mme LAFONT : Non, ce n'est pas une élection. L'élection n'est pas dans les règles. Donc, la délibération est annulée.

M. PERON : Je reviens à Monsieur CÔTE. Lorsque nous avons mis en place les commissions, nous avons fait les scrutins de liste.

Mme LAFONT : Sans rigoler. Le scrutin n'est pas correct, vous ne pouvez pas voter ça. On représente une liste, on se met à quatre dessus, on vote à toutes les listes et on prend à la proportionnelle. Enfin, il y a une règle qui fait qu'on est obligatoirement dedans. Donc, soit vous jouez à ça, soit... Enfin, franchement... et après on a des propos déplacés sur le truc des 12 m2 de Christopher, encore une fois je ne l'assume pas, mais par contre ce genre de jeu, vous trouvez ça réгло ? Franchement, c'est juste une blague.

M. PERON : Je préfère poser la question à Monsieur BLONDEL sur la question de l'interprétation du vote.

Mme LAFONT : Il s'agit de l'élection de la Commission urbanisme, vous êtes obligé de le mettre à l'ordre du jour. Vous l'avez mis à l'ordre du jour et vous faites une entourloupe sur le fonctionnement qui fait qu'on n'a pas de résultat c'est... Franchement... et vous trouvez qu'on s'énerve et qu'on n'est pas correct.

M. le Maire : Les gens, ils ont le droit de voter comme ils l'entendent.

Mme LAFONT : Non, ça ne fonctionne pas comme ça. Le vote n'est pas organisé comme ça. Le fonctionnement, on ne le connaît pas. Si vous jouez à ça, on va l'apprendre, on va aller le chercher, mais franchement, renseignez-vous. Vous savez très bien comment on élit les commissions. Vous ne respectez pas le vote. On le met au vote, on met un vote de la Commission. Là, vous êtes en train de faire un truc qui n'est pas le vote pour modifier une commission. C'est tout. Monsieur le Maire, vous êtes garant du fonctionnement. Le vote qu'on est en train de faire, ce n'est pas un vote qui est normal. C'est tout. Ça ne suit pas les règles.

M. le Maire : Les gens se sont exprimés.

Mme LAFONT : Vous n'êtes pas conforme au CGCT dans ce que vous venez de faire en termes d'élection de la Commission.

M. le Maire : Chacun a voulu s'affirmer et a voté avec sa responsabilité.

Mme LAFONT : Non, ça ne fonctionne pas comme ça.

M. le Maire : On serait obligé de la revoter au prochain Conseil et on peut mieux s'exprimer.

Mme GAMBET : Excusez-moi, mais tu fais un parallèle à des élections qui sont suite à l'élection du conseil municipal, or que vous étiez à l'époque sur la liste du Conseil municipal majoritaire. Vous étiez membre de commission et vous avez démissionné, en fait, de certaines de ces commissions, voilà.

Mme LAFONT : non, on n'a pas démissionné des commissions

Mme GAMBET : C'est peut-être un point de droit qui sera vu, mais on n'est pas du tout dans ce que tu as dit. On n'est pas dans la même situation.

Mme LAFONT : On n'est pas dans la même situation sauf que la loi vous impose qu'on soit représenté même si notre groupe a été créé après. Donc, là, vous êtes en train de faire un vote qui n'est pas réglo. Ça ne marche pas, on va y revenir. C'est un jeu que je ne comprends pas. C'est-à-dire qu'en gros vous faites semblant. Voilà, imaginons celui-là et on va le faire. Donc, vous faites semblant au cours du Conseil.

M. GAROUSTE : Ce n'était pas prévu, je t'invite à aller voir chaque personne qui a voté contre. Moi y compris, si tu veux.

Mme LAFONT : Mais ce n'est pas comme ça que ça marche.

M. GAROUSTE : Parce qu'il n'était pas prévu de voter contre la délibération, je le précise.

Mme LAFONT : Est-ce qu'il y a d'autres personnes qui souhaitent s'exprimer ?

M. GAROUSTE : Je tiens à le préciser. Il faut que les personnes s'expriment parce qu'il ne faut pas les obliger, à les faire voter pour une délibération, mais chacun a ses raisons.

Mme GAMBET : Tout à fait.

M. GAROUSTE : Il ne faut pas regarder que le Maire, il faut regarder aussi les autres personnes

Mme LAFONT : Je suis d'accord Vincent, je veux juste rappeler la règle parce que je pense que peut-être tout le monde ne la comprend pas.

M. GAROUSTE : Il faut comprendre pourquoi nous avons voté contre, je le précise.

Mme LAFONT : Non, je prends le temps d'expliquer la règle. Excuse-moi, ça ne marche pas comme ça. Ça monte sur les listes et vous n'avez pas le choix.

M. GAROUSTE : Je tiens juste à préciser que les gens qui ont voté contre, moi y compris, ce n'était pas prévu. Chacun a pris sa décision, le Maire ne nous a rien demandé, je tiens à le préciser également. Chacun a voté en son âme et conscience et je vous invite à aller demander à chaque personne pourquoi ils ont voté contre. Je peux t'expliquer également, pas maintenant parce que ce n'est pas à l'ordre du jour, mais c'est important de le savoir. Et on aimerait que ça se passe dans les meilleures conditions.

M. le Maire : Et si on devait revoter au prochain Conseil, on revotera. En tout cas, je passe à la prochaine délibération. Je laisse la parole à Sandrine.

Mme TARDIEU : Je n'avais pas prévu notamment de voter contre sauf que j'en ai marre de me faire traiter d'escroc et de mauvaise foi parce que ce discours, Christopher, tu l'as déjà tenu devant nous à une réunion publique dans ton quartier devant d'autres résidents et je t'en ai fait la remarque. J'en avais marre de cette annotation d'escroc et de mauvaise foi. Tu l'as redit ce soir devant tout le monde, il n'y a pas de soucis, d'où ma décision.

M. PERON : Je réagis sur un point : dans la réunion de quartier dont tu parles, vous êtes venu en masse, c'est normal.

M. le Maire : On passe au prochain point.

Mme LAFONT : Excusez-moi, je veux expliquer parce que je pense que vous ne comprenez pas ce qui est en revue. Ça fait six mois et vous avez reçu un courrier du Sous-préfet le 22 novembre, il est temps de se renseigner. Donc, je réinsiste, ce n'est pas parce que nous n'étions pas dans la majorité que cette règle n'est pas applicable. Nous, ce qu'on nous dit, et le Préfet le confirme, c'est que nous avons le droit d'être dans la Commission, de toutes les commissions où nous voulons siéger.

M. le Maire : Je te dis que j'ai accepté de le faire.

Mme LAFONT : Je finis. Non, ce n'est pas pour ça qu'il faut voter. Je voudrais finir quand même, il faut que les gens comprennent comment ça fonctionne. Non, ça ne fonctionne pas comme ça. Vous n'avez pas le choix.

M. GAROUSTE : Quand ça t'arrange et puis quand ça ne t'arrange pas...

Mme LAFONT : C'est comme ça, on s'est renseigné, vous avez le Préfet. Arrêtez un peu.

M. GAROUSTE : Non, c'est le Sous-préfet.

Mme LAFONT : Oui parce que c'est comme ça que ça fonctionne.

Mme GAMBET : Est-ce que c'est le préfet qui a le vote ?

Mme LAFONT : Non, je finis jusqu'au bout. Ce n'est pas comme ça que ça fonctionne, nous devons être représentés. Vous n'avez pas le choix.

M. GAROUSTE : Proposez un autre candidat, et peut-être qu'on fera autrement.

Mme LAFONT : Le vote tel qu'il a été fait là n'est pas organisé conformément à la règle. Je ne sais pas comment il faut l'organiser, mais je vous le dis aujourd'hui.

M. le Maire : Les gens se sont exprimés et ils sont contre.

Mme PEREZ : Il y a quand même une modification du nombre de personnes dans la Commission. Donc, ça aussi, ça se vote.

Mme LAFONT : Peu importe. La façon dont vous avez fait fonctionner la délibération ce soir...

Mme PEREZ : Donc, tu sais comment ça fonctionne puisque tu dis que c'est comme ça.

Mme LAFONT : Oui, je vous dis que ce n'est pas comme ça que ça marche.

Mme PEREZ : Voilà.

Mme LAFONT : Alors, je ne sais pas les détails. Moi, je pensais que vous aviez les moyens de vous renseigner ou de vous faire aider, mais non. Donc, ce que je peux vous dire c'est que le vote de la délibération tel qu'il est présenté ce soir, ce n'est pas comme ça que ça fonctionne. C'est tout. C'est-à-dire que vous ne pouvez pas voter contre une personne parce qu'en fait, on élit des listes.

Mme GAMBET : Vous avez bien voté contre des remplacements dans les commissions finances suite aux démissions. Je me souviens que vous avez voté contre, il n'y a pas si longtemps que ça.

Mme LAFONT : Ce n'est pas comme ça qu'on aurait dû sans doute faire, mais attendez...

Mme GAMBET : Il y avait trop de femmes en tant qu'adjointes, ça ne vous a pas convenu.

Mme LAFONT : C'était un scrutin de liste, on a voté pour une autre liste. Non, on n'a pas voté contre, on a voté pour une autre liste.

M. le Maire : Donc, on va avancer. On a voté contre, on reprendra sans doute une délibération, mais en tout cas, ce soir, on a fait part de notre sentiment collectif. Il y a beaucoup d'agacement dans l'équipe municipale parce qu'effectivement, je pense que vous arrivez à exacerber un petit peu toutes les personnes avec vos questions répétées et qui ne sont pas forcément utiles pour faire avancer les débats et pour faire avancer le Conseil municipal. Donc, vous ne pouvez vous en prendre qu'à vous et vous récoltez aussi le mécontentement des personnes qui sont là parce qu'effectivement, ils ne sont pas favorables à ce que vous rentriez dans les commissions, parce que dans les commissions, normalement on vient pour participer et on vient pour apporter des idées, on ne vient pas là pour prendre des notes, pour contrer et pour bloquer un système où aujourd'hui les commissions avancent. Vous demandez aussi des réponses sur les comptes rendus, je vous rappelle que dans les commissions que vous aviez, à l'époque il n'y avait jamais eu un seul compte rendu d'écrit. Et nous les comptes rendus, on les met à tous les conseils municipaux et on les met dans le Conseil municipal suivant. Donc, les gens qui font des commissions, ils n'ont aucune obligation pour donner les comptes rendus juste avant le Conseil, ils les font quand ils peuvent. La plupart des gens sont en activité, ils font les comptes rendus quand ils peuvent. Mais nous, on les fait et on les envoie et on les donne. Point suivant.

M. PERON : Je veux terminer juste sur un point parce qu'il est clairement marqué dans le texte de loi, je vous le cite, Monsieur le Maire pour que ça puisse rester dans l'enregistrement : « *La modification de la proposition en cours de... de la Commission municipale, il est stipulé qu'elle est obligatoire lorsque la composition n'assure plus le respect du principe et la représentation proportionnelle des différentes tendances du Conseil municipal pour les communes de plus de 1 000 habitants.* » Donc, à l'heure actuelle, je voulais vous dire que vous avez validé que cette Commission n'intégrant personne dans le groupe représente le Conseil municipal.

M. le Maire : Ce n'est pas moi qui me suis exprimé, c'est le Conseil municipal.

M. PERON : C'est vous qui en avez la gestion.

Mme LAFONT : La façon dont vous avez organisé le vote n'est pas légale. Qu'est-ce que vous voulez qu'on y fasse ?

M. le Maire : On n'a pas organisé le vote. Les gens se sont exprimés individuellement, ils ont le droit de s'exprimer.

Mme LAFONT : Oui, mais tu es garant de la légalité de vos adoptions.

M. le Maire : Je ne referai pas voter ce soir. On fera voter au prochain Conseil municipal, certes, tu seras dans la Commission, mais ce soir, les gens se sont exprimés sur un agacement et c'est votre responsabilité cet agacement, ce n'est pas le mien. Point suivant.

Mme LAFONT : Concernant les comptes rendus que tu nous répètes à chaque fois, à l'époque personne ne faisait de comptes rendus...

M. le Maire : Si. Il y avait des comptes rendus qui étaient envoyés aux membres des commissions.

Mme LAFONT : Mais nous aussi, on avait des comptes rendus.

M. le Maire : Je n'en ai jamais vu un seul.

M. PERON : Mais ça, ce n'est pas vrai.

Mme LAFONT : Tu nous le répètes à chaque fois.

Mme GAMBET : Parce que là, ce n'était pas organisé.

M. le Maire : On passe au point suivant, s'il vous plaît. C'est Cyril qui devait lire la délibération, il n'est pas là ce soir donc...

Mme LAFONT : Excuse-moi, Philippe, je voudrais explicitement que tu le dises... Je pense que la façon dont la délibération s'est passée ce soir n'est pas légale. Est-ce que tu retires ce vote du Conseil municipal ou tu le maintiens ?

M. le Maire : Je le maintiens, les gens se sont exprimés. Je suis persuadé qu'on reprendra une délibération au prochain Conseil. Le prochain Conseil, il est au 30 janvier, on n'aura pas de réunion de Commission puisque la réunion de Commission c'était pour le budget. Donc, elle a déjà eu lieu. On reprendra une délibération, mais ce soir, les gens se sont exprimés, ils ont exprimé leur mécontentement et je suis solidaire de la décision qu'ils ont prise.

Je n'avais pas prévu de voter contre non plus, mais je trouve que votre comportement et vos propos sont assez odieux envers le travail que l'on fournit par rapport à tout ce qu'on peut amener dans la Commune et ce n'est pas normal que vous vous exprimiez de cette façon.

Mme LAFONT : Quand on pose des questions et que vous ne répondez pas, ça nous agace aussi. Donc, l'agacement, on le comprend.

M. le Maire : Nous, on comprend aussi très bien.

Mme LAFONT : Et aujourd'hui, vous ne respectez pas la loi. C'est quand même un peu gênant.

DELIBERATION N°2023-05-21

ACQUISITION DE PARCELLES RUE CLEMENT ADER - PISTE CYCLABLE LE LONG DU HAUMONT

Dans le prolongement de l'aménagement réalisé le long de la coulée verte du Haumont, la Commune souhaite voir aboutir la création d'un cheminement piétons cycles le long du Haumont entre la Place René Loubet et le rond-point du collège.

Un bureau d'études mandaté par le Muretain Agglo, a réalisé une étude qui a permis d'identifier le foncier nécessaire à cette réalisation. Une acquisition foncière auprès de PROMOLOGIS a été faite en ce sens. Pour disposer de la largeur nécessaire, il est indispensable d'acquérir également un petit morceau de terrain appartenant à M. et Mme RICHARD propriétaires au n°34 rue Clément Ader à prélever sur leur parcelle cadastrée section AO 130.

La Commune est donc entrée en contact avec ces propriétaires qui ont accepté de céder une surface de 3 m² de leur propriété au prix de 150 € au m² soit un total de 450 €, sous réserve que la commune prenne en charge la création d'une nouvelle clôture et les frais relatifs à cette cession.

Vu les négociations avec le propriétaire,

M. le Maire : Point suivant : Acquisition foncière. Tu veux bien Claudine ?

Mme GAMBET : Oui, c'est l'acquisition de parcelle de Clément Ader pour une future réalisation de pistes cyclables ou de cheminement cyclable, on ne sait pas quoi, le long du Haumont. Dans le prolongement de l'aménagement réalisé le long de la coulée verte du Haumont, la Commune souhaite voir aboutir la création d'un cheminement piéton-cycles le long du Haumont entre la Place René Loubet et le rond-point du collège.

Un bureau d'études mandaté par le Muretain Agglo a réalisé une étude qui a permis d'identifier le foncier nécessaire à cette réalisation. Une acquisition foncière auprès de PROMOLOGIS a été faite en ce sens. Pour disposer de la largeur nécessaire, il est indispensable d'acquérir également un petit morceau de terrain appartenant à Monsieur et Madame RICHARD propriétaires au n° 34 rue Clément Ader à prélever sur leur parcelle cadastrée section A0 130. Voilà, ce qui facilitera la création de la piste.

La Commune est donc entrée en contact avec ces propriétaires, que j'ai rencontrés personnellement, ils ont accepté de céder une surface de 3 m² de leur propriété au prix de 150 € le m², soit un total de 450 € sous réserve que la Commune prenne en charge la création d'une nouvelle clôture et les frais relatifs à cette cession.

Je précise que dans ce cas, pour une si petite parcelle, on n'a pas pu avoir une estimation des domaines. Donc, voilà, j'espère qu'on obtiendra les 150 €.

M. le Maire : Il y a une question, Claudine, si vous voulez répondre ?

Mme GAMBET : Basée sur ça, je crois ?

M. le Maire : Ce n'était pas sur ça, c'est sur la description du projet.

Mme GAMBET : Alors, je reprends les questions : « Nous demandons à disposer de la description du projet global de cheminement à côté du Haumont sur l'ensemble de sa longueur en particulier : plan, estimation du coût global, planning de réalisation prévu, description de l'impact sur la végétation en place. » Alors, moi je vous dis tout de suite, on n'a rien de tout ça parce que les projets, ça commence par voir : est-ce qu'il est faisable ? Et ensuite, on regarde ce qu'on peut faire, dans quelles conditions, quel prix, etc. Donc, toutes ces questions, on les verra ultérieurement. Mais comme je l'ai indiqué, cette volonté de faire un cheminement cyclable ou que ce soit une piste cyclable le long du Haumont, elle a été présentée plusieurs fois en réunion mobilité.

M. le Maire : Mais aussi dans le projet pour ça.

Mme GAMBET : Et elle fait partie du schéma directeur et aussi de l'agglomération. Aujourd'hui, on vous propose d'acquérir ce foncier.

M. PERON : Dans le cadre, est-ce que vous pensez ajouter une passerelle supplémentaire ?

Mme GAMBET : On l'envisage, oui.

M. PERON : C'est tout, ça me convient.

Mme GAMBET : On verra, mais oui, probablement.

Mme COMBA : Par rapport à ce cheminement du Haumont et par rapport à PROMOLOGIS, tout le cheminement c'est une propriété de PROMOLOGIS ? Donc, par rapport à nous, à l'achat de ce...

Mme GAMBET : On l'a acheté.

M. le Maire : On l'a acheté, on a déjà fait l'acquisition foncière.

Mme GAMBET : On l'a déjà fait, et on l'a eu quasiment gratuitement parce qu'ils s'en débarrassent.

Mme COMBA : ça vous dérangeait quand on vous a dit...

Mme GAMBET : Oui, je sais que la Commune faisait déjà l'entretien.

M. le Maire : Sur ces 3 m², je vous propose de voter. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci.

Le Conseil municipal,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité (par 25 voix pour),

DECIDE d'autoriser l'acquisition d'une partie de la parcelle cadastrée AO 130 pour une surface totale de 3 m² auprès de M et Mme RICHARD, pour un montant de 150 € au m² soit un montant total de 450 €.

DECIDE que la Commune prendra à sa charge la réalisation d'une nouvelle clôture de la propriété de M. et Mme RICHARD rendue nécessaire par l'opération.

AUTORISE le Maire, ou son représentant, à signer tout document, à prendre toute décision et à mener toute procédure nécessaire à la mise en œuvre de la présente.

DELIBERATION N°2023-05-22

CREATION D'EMPLOIS NON PERMANENTS A TEMPS COMPLET RELEVANT DU GRADE D'ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL

**pour le recrutement d'agents contractuels afin de faire face à un
accroissement saisonnier d'activité en application de
l'article L. 332-23.2 du Code Général de la Fonction Publique**

Afin d'assurer le bon fonctionnement des services techniques, Monsieur le Maire expose à l'assemblée qu'il convient de créer des emplois non permanents à temps complet afin de recruter des agents contractuels pour faire face à un besoin lié à un accroissement saisonnier d'activité **pour la période du 1^{er} juin 2024 au 30 septembre 2024.**

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code général de la fonction publique, et notamment l'article L. 332-23.2 ;

Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

M. le Maire : On passe au point 22 sur la création de postes saisonniers. Donc, ce sont des saisonniers qu'on crée chaque année au niveau des services techniques. C'est bien pour les enfants qui sont embauchés entre juin et septembre, je pense que ça arrive beaucoup, c'est un super souvenir. On envisage pour cette année aussi de créer des postes saisonniers dans les services administratifs si l'on avait des besoins. Ça permet d'avoir aussi une autre population, je trouve que

la mairie est vraiment dans son rôle d'aider les jeunes pendant l'été à acquérir une première expérience. Dans le cas général, ça se passe plutôt bien et certains sont même contents de revenir s'ils ne partent pas faire des études trop loin l'année suivante.

Je propose de voter ce point. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci.

Le Conseil municipal,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité (25 voix pour),

CREE, relevant du grade d'adjoint technique territorial à temps complet,

- Un poste du 1^{er} au 30 juin 2024
- Deux postes du 1^{er} juillet au 31 août 2024
- Un poste du 1^{er} au 30 septembre 20224

DEFINIT les fonctions liées à ces emplois comme il suit : entretien du domaine public.

PRECISE que ces emplois seront rémunérés sur la base de l'indice afférent au 1^{er} échelon du grade d'adjoint technique territorial.

INSCRIT les crédits correspondants au budget de la commune.

HABILITE Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer toutes les pièces nécessaires à ces emplois.

DELIBERATION N°2023-05-23

**CREATION D'UN EMPLOI NON PERMANENT A TEMPS
COMPLET D'ADJOINT ADMINISTRATIF TERRITORIAL
pour le recrutement d'agents contractuels
afin de faire face à un accroissement saisonnier d'activité
en application de l'article L. 332-23.2
du Code Général de la Fonction Publique**

Afin d'assurer le bon fonctionnement des services administratifs, Monsieur le Maire expose à l'assemblée qu'il convient de créer un emploi non permanent à temps complet pour recruter du personnel contractuel afin de faire face à un besoin lié à un accroissement saisonnier d'activité **pour la période du 1^{er} juin 2024 au 30 septembre 2024.**

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code général de la fonction publique, et notamment l'article L. 332-23.2 ;

Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

Le conseil municipal,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité (25 voix pour),

CREE un poste non permanent d'adjoint administratif à temps complet pour la période allant du 1^{er} juin 2024 au 30 septembre 2024.

DEFINIT les fonctions liées à cet emploi comme il suit : soutien aux missions des services administratifs.

PRECISE que cet emploi pourra être rémunéré du premier au dernier échelon du grade de recrutement pour tenir compte des diplômes, des qualifications et de l'expérience professionnelle du personnel recruté.

INSCRIT les crédits correspondants au budget de la commune.

HABILITE Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer toutes les pièces nécessaires à cet emploi.

DELIBERATION N°2023-05-24

CREATION D'UN EMPLOI PERMANENT A TEMPS COMPLET RELEVANT DU CADRE D'EMPLOIS DES ADJOINTS TERRITORIAUX DU PATRIMOINE

Pour assurer le bon fonctionnement et la continuité des services culturels, médiathèque et archives municipales, en raison de mouvement de personnel pour mutation extérieure, Monsieur le Maire indique à l'assemblée communale qu'il convient de créer un emploi permanent à temps complet relevant du cadre d'emplois des adjoints territoriaux du patrimoine.

Ainsi, afin d'avoir le choix parmi les profils de candidats, il propose de créer l'emploi sur l'ensemble des grades relevant du cadre d'emplois des adjoints territoriaux du patrimoine.

M. le Maire : Le point 24 sur la médiathèque, c'est un petit peu le même point avec le point 25. On a un agent de la médiathèque qui va quitter la Commune pour être muté vers une autre collectivité.

Son remplacement a été lancé sur le grade tel qu'il était. Toutefois, pour permettre de s'adapter à toutes les situations, il est important d'ouvrir tous les autres grades qui équivalent au recrutement.

Donc, sur adjoint du patrimoine :

- adjoint du patrimoine principal de seconde classe
- adjoint du patrimoine principal de première classe et on ouvre aussi sur des postes de non titulaire sur adjoint du patrimoine en fonction de la personne qu'on recrutera pour ce poste.
-

Est-ce qu'il y a des questions ? Donc, sur le point 24, qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci !

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Fonction Publique,

Le conseil municipal,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité (25 voix pour),

DECIDE la création :

- d'un emploi permanent à temps complet d'adjoint du patrimoine ;
- d'un emploi permanent à temps complet d'adjoint du patrimoine principal de 2^{ème} classe ;
- d'un emploi permanent à temps complet d'adjoint du patrimoine principal de 1^{ère} classe.

DIT que l'échelle indiciaire de traitement de référence, la durée de carrière sont celles prévues par le cadre d'emplois des adjoints territoriaux du patrimoine.

PRECISE que les crédits nécessaires à la rémunération de l'agent nommé dans l'un des emplois ainsi créés et le paiement des charges sociales s'y rapportant seront inscrits au budget 2024.

HABILITE Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer toutes les pièces nécessaires à cet emploi.

DELIBERATION N°2023-05-25

**CREATION D'UN EMPLOI NON PERMANENT A TEMPS COMPLET
D'ADJOINT TERRITORIAL DU PATRIMOINE
pour le recrutement d'un contractuel afin de faire face à un accroissement
temporaire d'activité en application de l'article L. 332-23.1°
du Code Général de la Fonction Publique**

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code général de la fonction publique, et notamment l'article L. 332-23.1°,

Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

Considérant qu'il est nécessaire de recruter un agent contractuel pour faire face à un accroissement temporaire d'activité, à savoir : agent en charge de renforcer les actions de la médiathèque et de l'archivage communal.

M. le Maire : Le point 25 sur le non titulaire. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci.

Le Conseil municipal,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité (25 voix pour),

DECIDE la création d'un emploi non permanent à temps complet **d'adjoint territorial du patrimoine**, pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité, **pour une période maximale de 12 mois**, pendant une même période de 18 mois, **allant du 01/01/2024 au 30/06/2025**.

DEFINIT les fonctions liées à cet emploi comme il suit : renforcer les actions de la médiathèque et de l'archivage communal

PRECISE que cet emploi pourra être rémunéré du premier au dernier échelon du grade de recrutement, pour tenir compte des diplômes, des qualifications et de l'expérience professionnelle du personnel recruté.

HABILITE Monsieur le Maire à signer toutes les pièces nécessaires à cet emploi.

RENDU COMPTE DE DECISIONS

M. le Maire rends compte des décisions prises en vertu de la délibération de délégation au Maire en application de l'article L 2122-22 DU CGCT prise lors du Conseil Municipal du 29 septembre 2021 :

Décision 2023-43 : Contrat d'assurance Dommage/Ouvrage pour les ALAE

Décision 2023-44 : Contrat de location de décoration de Noël

Décision 2023-45 : Déclaration sans suite de la consultation pour l'efficacité énergétique de Jean Jaurès 2

Décision 2023-46 : Demande de subvention à la Région pour l'ADA'p

Décision 2023-47 : Convention d'occupation précaire logt 1 avenue de Villate

Décision 2023-48 : Attribution du marché de travaux pour l'ADA'p

Décision 2023-49 : Décision 2023-49 : Attribution du marché de MOE pour les locaux provisoire de la gendarmerie mobile

Décision 2023-50 : Contrat de Contrôle technique pour les locaux provisoire de la gendarmerie mobile

Décision 2023-51 : Contrat de Coordonnateur SPS pour les locaux provisoire de la gendarmerie mobile

Décision 2023-52 : Contrat de formation incendie

Décision 2023-53 : déclaration d'infructuosité de la consultation pour l'assurance RC de la Commune

Décision 2023-54 : Virement de crédits fongibilité 1-2023

Départ de M CARRIERE à 19 h 40

Décisions 34-2023 à 41-2023 portant purge du droit de préemption.

M. le Maire : Sur les comptes rendus des décisions :

- Première décision sur le contrat d'assurance des ALAE
- Un contrat de location de décorations de Noël
- Une déclaration sans suite de la consultation pour l'efficacité énergétique de Jean Jaurès 2. Le marché n'a pas été pourvu.

Mme LAFONT : Pourquoi est-ce infructueux ? Qu'est-ce qu'il s'est passé ?

M. le Maire : Les entreprises sont débordées et la plupart du temps, elles ne répondent pas.

- Demande de subvention pour la Région pour l'ADA'p
- Convention d'occupation précaire pour le logement 1 avenue de Villate avec la locataire qui nous a demandé de rester 15 jours de plus, le temps qu'elle ait un logement sur PROMOLOGIS, Cité Jardins.
- Une attribution de marché sur les travaux de l'ADA'p. Là, vous aviez une question, mais c'est marqué dans la décision qu'il s'agit de l'attribution de marché de travaux dans le cadre du MAPA, et c'est marqué dans la décision.

Mme LAFONT : Et il y a eu plusieurs réponses ou... ?

M. le Maire : Oui, mais pas beaucoup non plus, malheureusement. Ça a été très compliqué puisque l'ADA'p, je vous rappelle que c'est la mise aux normes des handicapés pour le sanitaire, etc. Donc, ce sont de petits lots, et trouver une entreprise qui accepte de faire le lot de plomberie, le lot de peinture, etc., c'est très compliqué et je pense qu'on est sur ça depuis très longtemps.

Mme MARTY : Et sur ce genre de choses, en régie, on n'a pas des gens compétents ? Parce qu'aujourd'hui, ils réparent les bâtiments, donc...

M. le Maire : C'est trop compliqué, c'est trop complexe. Ça demanderait beaucoup trop de temps et ils font des petits entretiens.

M. GAROUSTE : C'est très complexe. Les normes sont très complexes à appliquer. On a besoin d'avoir des entreprises pour éventuellement obtenir les labellisations et en cas de problème, on se retournerait contre les entreprises. En régie, on ne peut pas le faire, ce n'est pas possible.

M. le Maire : Ensuite, il y a trois décisions sur l'attribution du marché de MOE pour les locaux provisoires de la gendarmerie mobile, un contrat de service technique pour les locaux provisoires de la gendarmerie mobile, un contrat de coordonnateur SPS pour les locaux provisoires de la gendarmerie.

Par rapport aux questions qui m'ont été posées, il s'agit d'aménager le rez-de-chaussée des anciens ateliers pour accueillir les gendarmes de la brigade mobile qui doit être créée à fin 2024 à Pins-Justaret. Il s'agit de locaux provisoires en attendant la création de locaux définitifs. Il s'agit pour la Commune de valoriser des locaux qui ne sont pas utilisés pendant le temps de maturation du projet Vignoles.

La Commune porte le coût de l'aménagement, elle louera ensuite les locaux à la gendarmerie. Les conditions du bail restent à déterminer puisque ce sera en fonction de la surface, de la qualité des locaux et avec un prix qui est déterminé par la Gendarmerie Nationale.

Mme MARTY : Et quelle est la zone d'intervention de ces gendarmes ?

M. le Maire : Il y en a, c'est Labarthe-sur-Lèze, Saubens, Villate, Lagardelle-sur-Lèze...

Mme MARTY : Par contre, si on fait des aménagements autour de 100 000 euros et après, s'il y a une réflexion sur tout l'aménagement du bâtiment, on risque de (passage inaudible 01 :34:29)

M. le Maire : Déjà, on les accueille, je pense que c'est un bon investissement pour la Commune, d'autant qu'on va louer les locaux. Après, bien évidemment, c'est de l'aménagement provisoire à 80 000 euros, je pense que c'est quand même moins cher, et tout ce qu'on pourra récupérer et réutiliser pour d'autres locaux, on ne va pas le mettre à la poubelle. Si on a des climats ou des radiateurs, on ne va pas les jeter. Des cloisons mobiles, c'est plus cher que les cloisons en plâtre. Donc, je préfère payer la cloison en placo, qu'on maîtrise plutôt que des cloisons mobiles qui vont coûter le triple et qu'on pourrait hypothétiquement démonter et récupérer lors de l'aménagement provisoire. En tout cas, ça permettra d'avoir des gendarmes à proximité et je pense que c'est bien pour la Commune.

M. PERON : De toute manière, si on doit démolir tous les bâtiments, la loi des constructions oblige la réutilisation des matériaux. Globalement, on pourrait potentiellement penser à les réutiliser dans l'espace d'aménagement. Après, je tiens à faire remarquer qu'une gendarmerie mobile n'est pas une gendarmerie. Les attributions ne sont pas les mêmes au niveau de leurs prérogatives.

Mme LAFONT : C'est quoi le rôle d'une brigade mobile ?

M. le Maire : Les gendarmes ne sont pas forcément au courant non plus puisque c'est nouveau. Une gendarmerie mobile, ils conçoivent très bien ce que c'est d'être dans un territoire de garde. C'est partir avec un camion et faire des dépôts de plainte sur le marché de X et de Y, etc. Aujourd'hui, pour eux, la définition d'une gendarmerie, c'est une gendarmerie mobile avec un point fixe, c'est-à-dire que c'est un endroit où ils vont pouvoir prendre leur poste, stocker les véhicules, stocker leurs armes, se mettre en uniforme et faire tous les comptes rendus qui sont nécessaires à leurs activités, en aucun cas, s'en servir d'accueil du public et après, effectivement, une brigade mobile, c'est qu'ils vont tourner sur le territoire. Ils seront beaucoup plus présents puisqu'aujourd'hui, les gendarmes sont mobilisés principalement à Muret puisque Muret centralise pas mal de problèmes. On ne les voit pas assez régulièrement sur notre territoire. Donc, ça permettra d'avoir une présence quotidienne sur le territoire. Je pense que les gendarmes vont apprendre aussi puisque c'est l'expérience qui fera que... Mais c'est nouveau pour nous aussi et surtout pour eux.

Mme LAFONT : Donc, en termes de symbole pour la population, j'entends bien qu'une présence de gendarmerie, c'est susceptible de rassurer, mais haut-delà de ce symbole, ça sera...

M. le Maire : Ce n'est pas un symbole, ils vont agir. Tous les jours, ils vont arrêter des gens.

Mme LAFONT : Est-ce que je peux aussi dire des choses sans que ça soit un problème ? J'essaie de comprendre.

M. le Maire : Je te l'ai expliqué.

Mme COMBA : Ces gendarmes, c'est quand même plus agréable pour la population même si...

Mme LAFONT : Mais ils ne vont pas être là, ils vont être mobiles.

M. le Maire : Ensuite, il y a un contrat de formation incendie, une déclaration d'infructuosité de la consultation pour l'assurance RC de la Commune et le virement de crédits fongibilité.

Mme LAFONT : Excuse-moi, l'infructuosité sur la responsabilité civile, si on ne se trompe pas, on avait eu une prestation payée en août 2023 pour justement rechercher cette prestation. Ça veut dire que la personne qui avait cette mission, on l'a payée ?

M. le Maire : Les gens n'ont pas répondu, c'est pareil que pour les menuiseries. Le marché a été infructueux et l'entreprise continue à nous appuyer. Il faudra forcément s'assurer dans tous les cas.

Mme LAFONT : Ça veut dire qu'on a obligation de trouver quelqu'un avant la fin de l'année ? On a en mission cette obligation ou... ?

M. le Maire : Oui,

M. GAROUSTE : Il y a des négociations en cours.

Mme LAFONT : D'accord.

M. le Maire : Sur la purge du droit de préemption, je tiens à dire, vous êtes tous au courant qu'il y a une crise immobilière qui touche l'ensemble de la France. On la rencontre chez nous aussi avec moins de mutations de biens dans la Commune. Ça veut dire qu'on aura sans doute moins de perception sur les droits de mutation immobilière. Nous, ça ne nous touche pas trop parce que ça représente une toute petite part, mais pour le Département, ça représente beaucoup. Ça risque de poser un problème de financement du Département pour les années qui viennent. Donc, sur des

programmes qui sont déjà engagés, ça peut être compliqué. On espère tous que l'immobilier reparte. Il y a sept ventes entre août et novembre, ce qui est relativement peu par rapport à ce qu'on a d'habitude.

Mme LAFONT : Est-ce qu'il y a eu des choses sur lesquelles on est en train de regarder ?

M. le Maire : Alors, on a des choses qu'on est présentement en train de présenter. C'est essentiellement sur des terrains SAFER qui ne sont pas là puisque la SAFER, elle a elle-même le droit de préemption.

Mme LAFONT : Donc, sur toutes les mutations, on n'a rien pu prendre ?

M. le Maire : Voilà.

QUESTIONS DIVERSES

Départs de Mme SAUVAGE et de Mme COUESNON à 19 h 45

M. le Maire : Il y avait quatre questions diverses. Une première sur les toilettes publiques, donc, sur ça, pouvez-vous y répondre ?

M. GAROUSTE : Oui. Concernant les toilettes de la place René Loubet, ce type de toilettes est très difficile à utiliser pour les publics précisés, à savoir les enfants, etc. Nous demandons à ce que la modification de ces toilettes soit inscrite dans les projets de la Commune en 2024. Je crois que c'est bon parce qu'en fait, c'est déjà inscrit en 2023. On avait prévu un budget sur ces aménagements. Pour quelle raison ? Parce que depuis qu'on est élu, on a mis en place pas mal de manifestations avec le comité des fêtes, notamment, donc, en premier, je pense à la fête et je pense également au marché gourmand qu'on organise régulièrement. Et on a énormément de retours indirects, pas sur Facebook de la part des administrés qui trouvent que ces toilettes sont vraiment désuètes. Il est très difficile de les nettoyer, de les entretenir et on le sait. On y travaille depuis le début de l'année avec le service technique et on n'a eu aucune réponse de la part des entreprises pour nous aider à les rénover. Donc, aujourd'hui, on est toujours en recherche d'une entreprise pour les rénover. Je dis bien avec un budget assez restreint parce qu'on ne peut pas y mettre des dizaines de milliers d'euros, car la place sera un jour rénovée et on ne peut pas investir, aujourd'hui, beaucoup d'argent dans les W.C publics de la place René Loubet.

Cette année, en 2023, on a risqué 5 000 euros pour refaire ces toilettes. On avait imaginé mettre des W.C en inox sur le côté parking, refaire la robinetterie avec quelque chose d'automatique et mettre une station de nettoyage. Les services techniques ont fait appel à plusieurs entreprises, on attend toujours les devis, on relance, il n'y a pas de réponse. Donc, on est toujours bloqués. J'ai orienté le service technique pour faire les travaux en régie aujourd'hui puisqu'on est à un point bloqué et j'espère qu'on va sortir des travaux rapidement. Puisque l'objectif, c'est de le faire avant le printemps.

M. PERON : Mais il y avait un deuxième point sur les toilettes du parc.

M. le Maire : On ne repose pas des questions sur des questions.

M. GAROUSTE : Les toilettes du parc... L'objectif, c'est de le sortir en 2024, c'est un budget important. Donc, aujourd'hui, on veut sortir le parc en 2024, on veut que l'implantation soit réalisée en automne, j'espère que ce sera le cas. Et vu que le budget est assez important, on ne pourra pas positionner de nouvelles toilettes à l'arrière de la Mairie, car le coût est très important, à savoir 150 000 euros et aujourd'hui, on ne mettra pas 150 000 euros supplémentaires de projet de

parc en 2024. L'objectif, c'est d'étudier cette installation ultérieurement, en fonction des capacités de la Commune. Mais le but de 2024, il sera très simple : financer les ALAE et le parc.

M. le Maire : Par rapport aux toilettes, c'est juste un point supplémentaire, on avait prévu de ne pas les mettre dans le parc, mais sur le parking. Le parking est installé en aménagement provisoire et ce sera fait dans le cadre du parking qui est là. Par contre, les toilettes automatiques, parce qu'on ne va pas remettre les anciennes, on va en acheter des nouvelles, mais les toilettes qui se nettoient toutes seules, il faut avoir deux toilettes pour les handicapés, pour les hommes et les femmes. Et le coût minimum, c'est 100 000 euros, voire 150 000 € avec un coût d'entretien qui est important aussi puisqu'il faut y mettre des produits tous les jours. Donc, aujourd'hui, on ne va pas y mettre 150 000 euros par rapport à d'autres projets qui sont actuellement...

Point suivant : débitumage de la cour de l'école.

M. GAROUSTE : Les travaux pour le remplacement des ALAE sont en cours. On fera le débitumage de la cour de l'école primaire après. Cela aura lieu en même temps que ces travaux, et nous espérons fortement que cela sera le cas. Le débitumage d'une partie de la cour sera réalisé avec les travaux des ALAE. Donc, ils seront réalisés dès lors que les bâtiments seront démolis. À la suite de la démolition, puisqu'on débitumera une partie de la cour, et ces travaux sont organisés à la fin du chantier, après la démolition des anciens bâtiments.

M. le Maire : Claudine, sur l'aménagement de l'impasse Pédenau ?

Mme GAMBET : Sur l'impasse Pédenau, je rappelle que depuis très longtemps, on a des plaintes sur le stationnement des véhicules sur les trottoirs, sur l'herbe et c'est encore le cas dans le secteur de Pédenau. C'est en liaison avec le cabinet médical, mais ce n'est pas parce que c'est un cabinet médical qu'on ne peut rien faire parce que le problème, c'est les citoyens qui nous disent qu'il y a un problème. Donc, l'étude qui a été faite pour créer des places de parking autorisées a été lancée. Donc, pour répondre à toutes les demandes et pas pour répondre au cabinet médical. À l'occasion, le projet permet aussi de faire un cheminement sécurisé, outre de rajouter aussi des places de parking sur l'impasse Pédenau. Ça permet de ralentir aussi la vitesse qui est un peu trop importante, notamment par les salariés de STERELA. Ce projet, ce n'est pas un projet pour le cabinet médical, c'est pour enlever des problèmes qui sont réels de côté.

M. le Maire : Et ça permet de traverser aussi pour les vélos parce qu'on remonte le passage piéton pour faire un vrai passage.

Mme GAMBET : Ce n'est pas le projet du siècle.

Mme LAFONT : Ce qu'on constate, c'est qu'il n'y a pas de voiture garée le soir et il y en a dans la journée, donc, clairement, c'est la clientèle du cabinet médical qui se gare là même si je suis d'accord que c'est une solution à un problème, mais on répond à une problématique privée de cabinet de médecin par des places sur quelque chose qui va être déplacé puisqu'à priori, on partira de là.

M. le Maire : On fait un trottoir, on fait un passage piéton.

Mme LAFONT : Oui, mais les places de parking...

M. le Maire : Sincèrement, si vous préférez qu'on ne fasse rien, on ne fera rien. À défaut, faites-le.

M. PERON : Votre aménagement ne correspond pas aux besoins notamment des étudiants.

M. le Maire : OK, on a entendu. On a encore une autre question. Ensuite, sur la dernière question, question 4, je vous laisse répondre puisque je n'ai pas les réponses. Moi, je ne suis pas technicien et...

Mme LAFONT : On ne demandait pas une réponse, on signale que sur le tour d'après, on préconise d'avoir une vigilance concernant ce sujet.

M. le Maire : Donc, on a épuisé l'ordre du jour, je vous propose de lever la séance autour d'un apéritif. Le prochain Conseil aura lieu le 30 janvier. Nous pourrions débattre du temps imparti par l'État sur les zones d'accélération des énergies renouvelables.

M. RENOUX : Pour répondre à cette loi qui est sortie en mai sur l'accélération de l'implantation de l'énergie renouvelable sur la Commune, on est obligé d'organiser une concertation à partir de cartes qui ont été montées par le service urbanisme ici et qui a été monté par dispositif, c'est-à-dire les panneaux solaires au sol, les panneaux solaires toiture, la géothermie, etc. La concertation a débuté, elle va se dérouler jusqu'au 19 janvier et suite à cette concertation, le résultat devra passer par le Conseil Municipal et après, les services de Monsieur CÔTE auront deux jours pour renseigner le site dédié parce qu'on doit rendre l'avis du Conseil Municipal et le résultat de la concertation pour le 31 janvier.

Mme GAMBET : Des délais très très courts nous ont été imposés.

Mme MARTY : Comment se passe la concertation ?

M. RENOUX : Concernant la concertation, normalement, il y a un dossier papier qui a été mis à disposition. Le dossier a aussi été mis à disposition sur le site internet. Donc, les remarques, vous pouvez les faire directement soit par mail ou directement au bureau ici. C'était indiqué, on l'a fait apparaître sur le site, sur les panneaux, city all et on l'a fait dans le journal aussi.

Mme LAFONT : Et qu'est-ce que les gens pourraient vouloir commenter ?

M. RENOUX : On a déterminé des zones avec la possibilité de mettre des panneaux solaires ou pas. D'emblée, on a enlevé les parkings pour mettre des zones vertes.

Mme LAFONT : Pourquoi avez-vous exclu le collège ?

M. RENOUX : Non, on n'a pas exclu le collège.

M. le Maire : OK, la séance est levée. Merci à tous.

La séance est levée à 19 h 51.

Liste des Délibérations	
Délibération n° 2023-05-01	SAGE – rapport d’activité 2022
Délibération n° 2023-05-02	SAGE – RAPQS Eau potable 2022
Délibération n° 2023-05-03	SAGE – RAPQS Assainissement collectif 2022
Délibération n° 2023-05-04	SDEHG – LED++2023 Affaire 6AT323 remplacement 281 points lumineux
Délibération n° 2023-05-05	MA – Convention de MAD voirie 2024
Délibération n° 2023-05-06	MA – Convention de MAD locaux scolaires
Délibération n° 2023-05-07	BP 2024 – Ouverture anticipée des crédits
Délibération n° 2023-05-08	BP 2024 – avance sur subvention CCAS 2024
Délibération n° 2023-05-09	BP 2024 – Principe de création d’un budget annexe production et commercialisation d’énergies renouvelables
Délibération n° 2023-05-10	MESOLIA – garantie d’emprunt SIERRA
Délibération n° 2023-05-11	PROMOLOGIS – Maintien de garantie d’emprunt suite à renégociation
Délibération n° 2023-05-12	CITE JARDINS – Garantie d’emprunt - modificatif
Délibération n° 2023-05-13	Admissions en non valeurs
Délibération n° 2023-05-14	Commission d’Appel d’Offres - Modification
Délibération n° 2023-05-15	Subvention exceptionnelle à une association
Délibération n° 2023-05-16	Article – Avenant à la convention d’Entente
Délibération n° 2023-05-17	Déclassement d’un délaissé – Pédenau
Délibération n° 2023-05-18	Foncier – cession d’un délaissé Pédenau
Délibération n° 2023-05-19	Commission urbanisme - Modificatif
Délibération n° 2023-05-20	Acquisition foncière piste cyclable Tuileries
Délibération n° 2023-05-21	Création des postes de saisonniers 2024 – Services techniques
Délibération n° 2023-05-22	Création des postes de saisonniers 2024 – Services techniques
Délibération n° 2023-05-23	Création des postes de saisonniers 2024 – Services Administratifs
Délibération n° 2023-05-24	Création de poste titulaire - Médiathèque
Délibération n° 2023-05-25	Création de poste non titulaire - Médiathèque

Le Maire,

La secrétaire de séance,

Philippe GUERRIOT

Stéphanie MARTIN-RECUR